

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, November 26, 2020

The Standing Senate Committee on National Finance met by videoconference this day at 3:30 p.m. [ET] to examine and report upon the expenditures set out in the Main Estimates and the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 2021.

Senator Percy Mockler (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Before we begin, I would like to remind honourable senators and witnesses to please keep your microphones muted at all times, unless recognized by name by the chair. Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk, and we will work to resolve the issue. If you experience other technical challenges, please contact the ISD service desk with the technical assistance number provided.

The use of online platforms does not guarantee speech privacy or that eavesdropping won't be conducted. As such, while conducting committee meetings, all participants should be aware of such limitations and restrict the possible disclosure of sensitive, private and privileged Senate information. Participants should also know to do so in a private area and to be mindful of their surroundings.

We will now, honourable senators, begin with the official portion of our meeting.

My name is Percy Mockler, senator from New Brunswick and chair of the Committee of National Finance. I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting today: Senators Boehm, Dagenais, Deacon (Ontario), Duncan, Forest, Galvez, Klyne, Loffreda, Marshall, Richards and Smith. I also wish to welcome all viewers across Canada who may be watching.

Today, we continue our study of the expenditures set out in the Main Estimates and the Supplementary Estimates (B) for the fiscal year ending March 31, 2021, which was referred to this committee on November 18, 2020, by the Senate of Canada.

For our first panel today, we welcome the Parliamentary Budget Officer, Mr. Yves Giroux, who is accompanied by two of his analysts, Ms. Jill Giswold and Mr. Jason Stanton.

Welcome to the three witnesses. Thank you for being here and accepting our invitation.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 26 novembre 2020

Le Comité sénatorial permanent des finances nationales se réunit aujourd'hui par vidéoconférence, à 15 h 30 (HE), pour examiner, afin d'en faire rapport, les dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses et dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

Le sénateur Percy Mockler (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Avant de commencer, j'aimerais rappeler aux sénateurs et aux témoins que vous êtes priés de mettre votre micro en sourdine en tout temps, à moins d'être reconnus par le président. En cas de difficultés techniques, notamment en matière d'interprétation, veuillez le signaler au président ou à la greffière, et nous nous efforcerons de résoudre le problème. Si vous rencontrez d'autres difficultés techniques, veuillez contacter le Centre de services de la DSI en indiquant le numéro d'assistance technique fourni.

L'utilisation de plateformes en ligne ne garantit pas la confidentialité des discours ou l'absence d'écoute. Ainsi, lors de la conduite des réunions des comités, tous les participants doivent être conscients de ces limitations et limiter la divulgation éventuelle d'informations sensibles, privées et privilégiées du Sénat. Les participants doivent savoir qu'ils doivent participer dans une zone privée et être attentifs à leur environnement.

Honorables sénateurs et sénatrices, nous allons maintenant débiter la portion officielle de notre réunion.

Je m'appelle Percy Mockler, je suis un sénateur du Nouveau-Brunswick, et je suis président du comité. J'aimerais présenter les membres du comité qui participent à la réunion d'aujourd'hui : le sénateur Boehm, le sénateur Dagenais, la sénatrice Deacon (Ontario), la sénatrice Duncan, le sénateur Forest, la sénatrice Galvez, le sénateur Klyne, le sénateur Loffreda, la sénatrice Marshall, le sénateur Richards et, enfin, le sénateur Smith. Bienvenue à tous, et à tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui nous regardent.

Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude des dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, qui a été renvoyé au comité par le Sénat du Canada le 18 novembre 2020.

Dans le premier groupe d'aujourd'hui, nous accueillons le directeur parlementaire du budget, M. Yves Giroux, qui est accompagné par deux de ses analystes, Mme Jill Giswold et M. Jason Stanton.

Bienvenue à vous trois et merci d'avoir accepté notre invitation.

[Translation]

Mr. Giroux, you have the floor. After your statement, the senators will ask questions.

Yves Giroux, Parliamentary Budget Officer, Office of the Parliamentary Budget Officer: Honourable senators, thank you for the invitation to appear before you today. My team and I are pleased to be here today to discuss our analysis of the government's Supplementary Estimates (B) for the 2020-21 fiscal year; our analysis was published on November 4, 2020. With me today I have Jill Giswold and Jason Stanton, who worked on this analysis.

The second supplementary estimates for the 2020-21 fiscal year total \$79.2 billion in additional budgetary authorities, \$20.9 billion of which require approval by Parliament. While these supplementary estimates are part of the usual business of supply process, there have been significant changes to the way in which Parliament has provided authority to organizations this fiscal year.

First off, temporary changes were made to Standing Order 81, which extended the study period of the main estimates to December 2020. This resulted in the need for an additional appropriation bill to ensure the government had enough funds until full supply receives Royal Assent.

Another key difference is that the government introduced several bills to authorize spending for COVID measures, and therefore did not need to seek authorities from the usual supplementary estimates process. These changes made it more challenging to determine the source of authorities, especially since some of these bills only provided temporary authority.

In these supplementary estimates, most budgetary authorities — \$72.4 billion, or 91.5% — are related to COVID-19 measures. \$15.5 billion of the \$20.9 billion in voted authorities are related to COVID-19 measures, while \$56.9 billion of the \$58.3 billion in statutory authorities are for COVID-19 measures.

[English]

The amount of information that is publicly available to track this spending is lacking, making it more challenging for parliamentarians to perform their critical role in overseeing government spending and holding it to account.

[Français]

Monsieur Giroux, la parole est à vous. Votre présentation sera suivie des questions des sénateurs.

Yves Giroux, directeur parlementaire du budget, Bureau du directeur parlementaire du budget : Honorables sénatrices et sénateurs, je vous remercie de m'avoir invité à témoigner aujourd'hui. Mon équipe et moi sommes heureux de pouvoir discuter avec vous de notre analyse du Budget supplémentaire des dépenses (B), présenté par le gouvernement pour l'exercice 2020-2021, analyse que nous avons publiée le 4 novembre 2020. Je suis accompagné aujourd'hui de Jill Giswold et de Jason Stanton, qui ont participé à cette analyse.

Le deuxième Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice 2020-2021 représente un montant supplémentaire total de 79,2 milliards de dollars. De cette somme, 20,9 milliards de dollars nécessitent l'approbation du Parlement. Bien que le Budget supplémentaire des dépenses fasse partie des activités habituelles de l'examen des crédits, des modifications considérables ont été apportées à la façon dont le Parlement octroie les autorisations aux organismes au cours du présent exercice.

Tout d'abord, des modifications temporaires ont été apportées à l'article 81 du Règlement, afin de prolonger la période d'étude du Budget principal des dépenses jusqu'en décembre 2020. Il a donc fallu créer un projet de loi de crédits supplémentaires afin que le gouvernement puisse obtenir les fonds dont il a besoin jusqu'à ce que la totalité des crédits reçoive la sanction royale.

Autre différence importante par rapport aux années précédentes, le gouvernement a également déposé plusieurs projets de loi afin d'autoriser les dépenses liées aux mesures de gestion de la COVID-19 sans avoir à soumettre un nouveau Budget supplémentaire des dépenses. Ces changements font en sorte qu'il est plus difficile de déterminer d'où viennent les autorisations, en particulier parce que certains de ces projets de loi ne prévoyaient qu'un pouvoir de dépenser temporaire.

Dans le Budget supplémentaire des dépenses actuellement à l'étude, la plupart des autorisations budgétaires, soit 72,4 milliards de dollars, ou 91,5 %, visent des mesures liées à la COVID-19. Des 20,9 milliards de dollars d'autorisations votées, 15,5 milliards de dollars ont un lien avec les mesures relatives à la COVID-19. De plus, 56,9 des 58,3 milliards de dollars d'autorisations législatives portent sur des mesures liées à la COVID-19.

[Traduction]

La quantité de renseignements mis à la disposition du public aux fins de suivi de ces dépenses est insuffisante, et il est plus difficile pour les parlementaires de remplir leurs fonctions essentielles de supervision des dépenses du gouvernement et de veiller à ce que ce dernier rende des comptes.

Currently, there is no public document published by the government which provides a complete list of all measures announced to date with their costs. There is also no consistency with which organizations publicly report on the implementation of these measures.

This lack of data is not a result of it not being available. The Department of Finance had been providing biweekly updates to the House of Commons Standing Committee on Finance but stopped when Parliament was prorogued in August. Federal departments and agencies are also required to update the government's central financial management and reporting systems with actual spending data on a monthly basis.

Despite the challenges in tracking COVID-19 spending, my office developed a monitoring framework to assist parliamentarians to keep track of all the government's announcements related to COVID-19, which is available on our website. This tracking document enumerates the COVID-19 measures announced by the government and indicates whether they were included in Supplementary Estimates (A) or (B). It also provides high-level implementation and spending data collected by the PBO from numerous federal departments and agencies through information requests.

We will continue to monitor government announcements related to COVID-19 and update the document as we receive more information. I want to underline that this has been achieved by assigning only two analysts to this task, suggesting that the government could easily do it if it wanted to.

We'd be pleased to respond to any questions you may have regarding our analysis of the government's Supplementary Estimates (B) or other PBO work.

Thank you, Mr. Chair.

The Chair: Thank you, Mr. Giroux.

Senator Marshall: Thank you very much, Mr. Giroux, for being here and also thank you to your officials.

You mentioned the lack of information in your opening remarks. It's reassuring, because I've been trying to track some of the government's COVID-19 spending and it's really an impossible task. Are you able to further elaborate on that and provide some examples?

Il n'existe à l'heure actuelle aucun document gouvernemental public dressant une liste exhaustive de toutes les mesures annoncées à ce jour ainsi que des coûts qui y sont associés. Les organisations n'ont pas non plus adopté de façon uniforme de présenter des rapports publics sur la mise en œuvre de ces mesures.

Ces données existent même si elles ne sont pas publiées de façon systématique. Le ministère des Finances présentait des mises à jour bihebdomadaires au Comité permanent des finances de la Chambre des communes jusqu'à la prorogation du Parlement, en août. Les ministères et organismes fédéraux doivent également déposer un rapport de leurs dépenses réelles tous les mois au moyen du Système central de gestion des rapports financiers du gouvernement.

Malgré les défis inhérents au suivi des dépenses liées à la COVID-19, mon équipe a élaboré un cadre de surveillance, disponible sur notre site Web, pour aider les parlementaires à suivre toutes les annonces du gouvernement relatives à la COVID-19. Le document de suivi énumère les mesures liées à la COVID-19 annoncées par le gouvernement et indique si celles-ci ont été incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) ou (B). On y trouve également de l'information générale sur la mise en œuvre des mesures et des données sur les dépenses recueillies par le directeur parlementaire du budget auprès d'un grand nombre de ministères et organismes fédéraux par l'intermédiaire de demandes d'information.

Nous continuerons à suivre attentivement les annonces du gouvernement en ce qui concerne la COVID-19 et à mettre à jour le document au fur et à mesure que nous recevons plus de détails. J'aimerais souligner que, pour arriver à créer cet outil de suivi, nous avons simplement affecté deux analystes à la tâche. Le gouvernement pourrait facilement faire la même chose s'il le souhaitait.

Nous serons heureux de répondre à toutes vos questions sur notre analyse du Budget supplémentaire des dépenses (B) du gouvernement ou sur les autres travaux du directeur parlementaire du budget.

Merci, monsieur le président.

Le président : Merci, monsieur Giroux.

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup à vous, monsieur Giroux, et à vos fonctionnaires d'être parmi nous.

Dans votre déclaration, vous avez dit qu'il n'y a pas suffisamment de renseignements. C'est rassurant, parce que j'essaie de faire le suivi des dépenses gouvernementales liées à la COVID-19, mais c'est carrément impossible. Pourriez-vous nous en dire un peu plus et nous donner quelques exemples?

My second question relates specifically to the Bank of Canada. They do publish a lot of information on their website. They update their balance sheet weekly and so the information is there, but I'm having trouble interpreting it. If the Finance Committee so requested, would your office be able to do some sort of project on the Bank of Canada balance sheet?

Mr. Giroux: Thank you, senator.

Here are a couple of examples of tracking that is a bit more difficult than it was in the past. The CERB, for example, was a very popular program, obviously, and the government was providing information on a biweekly basis to parliamentarians and Canadians. With the transition to expanded EI programs and the new programs for those not eligible for the CERB, there's not the same level of transparency provided to parliamentarians and Canadians. That's one easy example of the lack of information that's available.

Another example, which you alluded to, senator, is related to Crown corporations. The Bank of Canada is quite transparent in publishing regular updates to its balance sheet to provide information on its activities when it comes to supporting the financial sector, but other Crown corporations, such as the Business Development Bank of Canada and Export Development Canada, have not been as transparent in providing information to the general public and parliamentarians about the impact of their lending activities under various COVID-19 support programs.

With respect to your second question, senator, we have followed the Bank of Canada's activities. In my opinion, the bank has been quite transparent. I don't think it would be very difficult to provide the committee with additional information on the bank's activities since the start of the COVID-19 measures. I've also had discussions with senior bank officials and I'm sure they would be pleased to provide information to the committee if the committee wished it to do so.

With all this information, I'm sure that between the bank and ourselves we can provide a lot of information to the committee. However, my advice would be to seek this information from the bank first. We would obviously be happy to work with the bank if the committee wished the PBO to perform that kind of analysis for the benefit of the committee.

Senator Marshall: Thank you very much.

Have you looked at Farm Credit Canada? They're also providing COVID-19 programs.

Ma deuxième question concerne la Banque du Canada en particulier. Elle publie vraiment beaucoup d'informations sur son site Web. Elle met à jour son bilan chaque semaine. Donc, il y a de l'information, mais j'ai de la difficulté à l'interpréter. Si le Comité des finances le demandait, votre bureau pourrait-il réaliser un genre de projet sur le bilan de la Banque du Canada?

M. Giroux : Merci, madame la sénatrice.

Je vais vous donner deux ou trois exemples où il est un peu plus difficile que dans le passé de faire un suivi. Prenez la Prestation canadienne d'urgence : c'est un programme bien évidemment très populaire, et le gouvernement fournissait de l'information bihebdomadairement aux parlementaires et aux Canadiens. Avec la transition vers les programmes élargis d'assurance-emploi et les nouveaux programmes pour les personnes qui ne sont pas admissibles à la PCU, l'information donnée aux parlementaires et aux Canadiens n'est pas aussi transparente. C'est un bon exemple de cas où la disponibilité des informations est insuffisante.

Un autre exemple concerne les sociétés d'État, et vous y avez fait allusion, madame la sénatrice. La Banque du Canada met régulièrement à jour son bilan afin de fournir de l'information très transparente sur ses activités de soutien au secteur financier, mais d'autres sociétés d'État, comme la Banque de développement du Canada et Exportation et développement Canada, n'ont pas fourni autant d'informations transparentes au public en général ou aux parlementaires à propos des retombées de leurs activités de prêt au titre des divers programmes de soutien face à la COVID-19.

Pour répondre à votre deuxième question, madame la sénatrice, nous avons fait le suivi des activités de la Banque du Canada et, selon moi, elle fait preuve d'une grande transparence. J'imagine qu'il ne serait pas très difficile de fournir au comité de l'information supplémentaire sur les activités de la banque depuis le début des mesures relatives à la COVID-19. J'ai aussi eu des discussions avec certains cadres supérieurs de la banque, et je suis sûr qu'ils vous fourniraient volontiers de l'information, si le comité décide d'en faire la demande.

Il y a donc beaucoup d'informations, et je suis sûr que la banque et nous-mêmes pourrions fournir beaucoup d'informations au comité. Je vous conseillerais tout de même de demander l'information à la banque en premier. Bien sûr, le Bureau du DPB se fera un plaisir de travailler avec la banque afin de réaliser une analyse qui aiderait votre comité, si c'est ce que vous désirez.

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup.

Avez-vous jeté un coup d'œil du côté de Financement agricole Canada? Il exécute lui aussi des programmes relatifs à la COVID-19.

Mr. Giroux: We have sought information from Farm Credit Canada earlier in the process, at the outset of the pandemic. However, I don't have much more information than that. Maybe Jill and Jason can step in if they have more information.

Jason Stanton, Analyst, Office of the Parliamentary Budget Officer: Thank you for the question, senator. As part of the ongoing monitoring that we're doing of the COVID-related measures, we have received data from Farm Credit Canada, but they have deemed it confidential. We do have that as part of the tracker we have online, but the data, as I said, is confidential.

We have also published some costing notes as well, as part of our analysis of the COVID monitoring, and we published a report on the Crown corporation's COVID-19 liquidity support in early October.

Senator Marshall: Thank you for pointing out that they have the information. They just won't share it with parliamentarians.

[Translation]

Senator Forest: I would like to thank the Parliamentary Budget Officer's team for these really well-researched reports. Indeed, the government put in place emergency measures to ensure the survival of our businesses and the survival of Canadians. I have questioned the minister on a number of occasions. After all these emergency measures, and nine months later, it seems to me that we should be receiving some recommendations that would allow us to learn lessons for the future.

Take the example of firms that receive wage subsidies but at the same time pay dividends. We can see that dividends decreased, and then increased across Canada. During the summer months, many entrepreneurs, especially those in weaker fields, told me that CERB was a great measure, but that it encouraged many students to stay at home instead of going to work, especially in the tourism sector.

Do you have any recommendations to make to the government so that we can make adjustments in the near future?

In hindsight, would it not be a good idea to give the government guidelines that would allow it to target very effective measures that would also respect the values of equity and solidarity?

M. Giroux : Nous avons demandé de l'information à Financement agricole Canada plus tôt dans le processus, vers le début de la pandémie, mais nous n'avons pas reçu beaucoup plus d'information. Peut-être que Mme Giswold ou M. Stanton pourraient vous en dire plus.

Jason Stanton, analyste, Bureau du directeur parlementaire du budget : Merci de la question, madame la sénatrice. Nous assurons une surveillance constante des mesures relatives à la COVID-19 et nous avons reçu des données de Financement agricole Canada, mais celles-ci sont réputées confidentielles. Nous continuons de surveiller l'organisation avec notre outil de suivi en ligne, mais, comme je l'ai dit, ces données sont confidentielles.

Nous avons aussi publié des notes sur l'évaluation du coût dans le cadre de notre analyse de la surveillance des activités relatives à la COVID-19, et nous avons aussi publié vers le début du mois d'octobre un rapport sur le soutien à la liquidité des sociétés d'État en réponse à la COVID-19.

La sénatrice Marshall : Merci d'avoir confirmé que l'information existe. Ils ne veulent tout simplement pas la communiquer aux parlementaires.

[Français]

Le sénateur Forest : Je remercie l'équipe du directeur parlementaire du budget pour ces rapports vraiment bien documentés. Effectivement, le gouvernement a mis en place des mesures d'urgence dont l'objectif était la survie de nos entreprises et celle des Canadiens et des Canadiennes. J'ai interpellé la ministre à plusieurs occasions. Après toutes ces mesures d'urgence et neuf mois plus tard, il me semble que l'on devrait recevoir certaines recommandations qui permettraient de tirer des leçons pour l'avenir.

Prenons l'exemple d'entreprises qui reçoivent des subventions salariales, mais qui, en même temps, versent des dividendes. Nous sommes à même de constater que les dividendes ont diminué et ensuite augmenté partout au Canada. Pendant la période estivale, plusieurs entrepreneurs, surtout ceux qui œuvrent dans des domaines plus faibles, me disaient que la PCU était une excellente mesure, mais qu'elle incitait beaucoup d'étudiants à demeurer chez eux au lieu d'aller travailler, et ce, surtout dans le secteur du tourisme.

D'après vous, y aurait-il des recommandations à soumettre au gouvernement pour que, dans un avenir rapproché, nous puissions réajuster le tir?

Est-ce que, en prenant du recul, il n'y aurait pas lieu de donner au gouvernement des balises permettant de cibler des mesures très efficaces, mais qui respecteraient des valeurs d'équité et de solidarité?

Mr. Giroux: Of course, at the onset of the pandemic, the focus was on providing quick and immediate assistance to businesses and Canadians. I agree, we are still in the midst of a pandemic, but the sense of urgency is not the same as it was in March and April. It would have been a good time a few months ago to think about the next phase and the necessary readjustments to these assistance programs.

With respect to recommendations for the next steps and for adjustments to the program, I believe that you, as a committee and as senators, have an ideal opportunity to share these recommendations with the government. However, my mandate from Parliament is to provide information and analysis to parliamentarians. Issues of recommendations regarding government programs are beyond my mandate, but of course, I would be pleased to discuss them with you, if you feel the need to do so. I would say, however, that you raise points that are entirely legitimate.

Senator Forest: Do I have time for a second question?

The Chair: Yes, Senator Forest.

Senator Forest: The debt-to-GDP ratio must be kept in balance, as it is currently out of balance. The debt we are placing on the shoulders of Canadians, and even on our own, humble senators, is becoming staggeringly high in terms of proportion. This would have been unimaginable just a year or a year and a half ago. In terms of the budget analysis and the fiscal anchors, and to be able to have some benchmarks, would that not be something to think about? Could we also define benchmarks within which we can afford to evolve, while being aware that there are extraordinary measures to be put in place for the most vulnerable Canadians, and not for corporate shareholders whose dividends increased by 4%?

Mr. Giroux: Absolutely, senator. It is clear, and I have spoken about this several times in recent months, that we need to establish budget targets or fiscal anchors. There are several terms for the same concept. It is something that is very useful for a government, not only to establish fiscal credibility and to tell citizens and the financial markets what to expect in the years ahead, but also to make it easier for the Minister of Finance, who as a parliamentarian is certainly beset by multiple requests for new programs and new spending. As parliamentarians, you are probably in a much better position than I am to attest to the fact that there are many pressures and demands. Having budget targets that are clear and known helps a government a great deal in making decisions about what to do and what not to do. It makes it easier for a government to sort out what it wants to do and what it doesn't want to do as a priority. The absence of such

M. Giroux : C'est évident qu'au début de la pandémie, on avait mis l'accent sur l'aide rapide et immédiate qu'il fallait fournir aux entreprises et aux Canadiens. Je suis d'accord, nous sommes toujours en pleine pandémie, mais le sentiment d'urgence n'est pas le même qu'il l'était en mars et en avril. Cela aurait été un bon moment, il y a quelques mois, de réfléchir à la prochaine phase et aux réajustements nécessaires à ces programmes d'aide.

En ce qui concerne les recommandations pour la suite des choses et pour des ajustements au programme, je crois que vous, en tant que comité et en tant que sénateurs, avez l'occasion idéale de faire part de ces recommandations au gouvernement. Cependant, le mandat qui m'est assigné par le Parlement consiste à fournir de l'information et de l'analyse aux parlementaires. Les questions de recommandations concernant les programmes gouvernementaux dépassent mon mandat, mais évidemment, c'est avec plaisir que j'en discuterai avec vous, si vous en ressentez le besoin. Je dirais, cependant, que vous soulevez des points qui sont tout à fait légitimes.

Le sénateur Forest : J'ai le temps de poser une deuxième question?

Le président : Oui, sénateur Forest.

Le sénateur Forest : Il faut maintenir un équilibre dans le ratio dette-PIB, car il ne tient plus la route actuellement. En ce moment, la dette du Canada pour les Canadiens et les Canadiennes, et même pour nous, humbles sénateurs, devient vertigineuse en matière de proportions. Cela aurait été inimaginable il y a à peine un an ou un an et demi. En ce qui a trait à l'analyse budgétaire et aux ancres fiscales, et pour être en mesure d'avoir certains points de référence, n'y aurait-il pas là matière à réflexion? Pourrions-nous aussi définir à l'intérieur de quelles balises on peut se permettre d'évoluer, tout en étant conscients qu'il y a des mesures extraordinaires à mettre en place pour les Canadiennes et les Canadiens les plus fragilisés, et non pour les actionnaires d'entreprise qui augmentent leurs dividendes de 4 %?

M. Giroux : Tout à fait, monsieur le sénateur. Il est clair, et j'en ai parlé à plusieurs reprises au cours des derniers mois, qu'il faut établir des cibles budgétaires ou des ancres fiscales. Il y a plusieurs termes pour parler du même concept. C'est quelque chose qui est très utile pour un gouvernement, et cela lui permet d'asseoir sa crédibilité budgétaire et de dire aux citoyens et aux marchés financiers à quoi s'en tenir pour les années à venir, d'une part, mais aussi pour faciliter la tâche de la ministre des Finances qui, en tant que parlementaire, est certainement assaillie de toutes parts de requêtes relativement à de nouveaux programmes et de nouvelles dépenses. À titre de parlementaires, vous êtes probablement bien mieux placés que moi pour attester du fait que les pressions et les demandes sont très nombreuses. Le fait d'avoir des cibles budgétaires qui sont claires et connues aide beaucoup un gouvernement à prendre des décisions

budgetary targets makes the task more difficult and adds a great deal of uncertainty to the government's future finances.

The Chair: Thank you.

Senator Forest: Thank you; I'd like to register for the second round, Mr. Chair, if I may.

[English]

Senator Klyne: Welcome to our guests.

To the PBO: In your report Supplementary Estimates (B) 2020-21, you indicated that the government has not been reporting the available data and that evoked concern in my colleagues before me. The government has not been reporting the available data for a variety of programs and billions of dollars in support/assistance in these trying times.

You also outlined that, due to the lack of data, you've had to create your own monitoring framework based on government announcements. Regarding Canada's citizens, industry sectors and businesses, the three senior levels of government and Indigenous governments, what are the unnecessary difficulties created for these entities as it relates to not having access to the relevant data around COVID-19 response programs, the measures being taken and progress reports? I wonder if we can put a cost to this.

Mr. Giroux: I'm not sure if I can put a cost on the fact that the information is not as available as it used to be or as it should be. It certainly affects the work of parliamentarians like you, senator, and the other members of the committee, by not having the level of information that one would expect when the government is spending these unprecedented amounts.

It does not allow you collectively to perform your challenge function and to hold the government to account as well as you would otherwise be able to do.

For example, when you're asked to vote on immense amounts of money and you don't know exactly the extent to which programs that were put in place to respond to COVID-19 are being used or not, it makes your job even more challenging than it already is in holding the government account — especially if you don't know precisely how much money is being spent. I'm not sure I can put a value or dollar amount on this lack of

concernant les mesures à adopter et à rejeter. Cela permet plus facilement à un gouvernement de faire le tri entre les mesures qu'il souhaite adopter et celles qui ne sont pas prioritaires. L'absence de cibles budgétaires de cette nature rend la tâche plus difficile et ajoute beaucoup d'incertitude en ce qui a trait aux finances futures du gouvernement.

Le président : Merci.

Le sénateur Forest : Merci; je m'inscris au deuxième tour, monsieur le président, si vous me le permettez.

[Traduction]

Le sénateur Klyne : Bienvenue à nos invités.

Je m'adresse aux représentants du Bureau du DPB. Dans votre rapport sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021, vous mentionnez que le gouvernement ne transmettait pas les données existantes, ce qui préoccupe mes collègues ici présents. Le gouvernement n'a pas transmis les données existantes sur tout un éventail de programmes ainsi que sur des milliards de dollars censés fournir de l'aide ou du soutien pendant la période difficile que nous traversons.

Vous avez aussi souligné que, à cause de la quantité insuffisante de données, vous avez dû créer votre propre cadre de surveillance en fonction des annonces gouvernementales. J'aimerais savoir, en ce qui a trait aux citoyens canadiens, aux secteurs industriels et aux entreprises, aux trois niveaux supérieurs du gouvernement ainsi qu'aux gouvernements autochtones, quelles difficultés inutiles cela a causées de ne pas avoir accès aux données pertinentes sur les programmes liés à la COVID-19, sur les mesures prises ou sur les rapports d'étape? Je me demandais si on pouvait mettre un chiffre en dollars là-dessus.

M. Giroux : Je ne sais pas si je peux vous dire combien d'argent nous perdrons parce que l'information n'est plus aussi accessible qu'avant ou n'est pas aussi accessible qu'elle devrait l'être. Bien sûr, cela nuit au travail des parlementaires comme vous, monsieur le sénateur et les autres membres du comité, de ne pas avoir l'information détaillée à laquelle on s'attendrait, étant donné qu'il s'agit de dépenses gouvernementales sans précédent.

Cela vous empêche de remplir votre rôle aussi bien que vous le feriez autrement; celui de faire un examen critique et de demander des comptes au gouvernement.

Par exemple, quand on vous demande de voter sur de vastes sommes d'argent et que vous ne savez pas exactement dans quelle mesure les programmes créés en réponse à la COVID-19 sont utilisés ou non, cela rend votre travail de demander des comptes au gouvernement encore plus difficile qu'il ne l'est déjà, surtout si vous ne savez pas précisément à combien s'élèvent les sommes dépensées. Je ne sais pas si je pourrais

information, but it certainly affects the capacity that you have in holding the government to account.

Senator Klyne: You noted in your Supplementary Estimates (B) report that the government has split up the Full Supply into three appropriation bills, meaning some organizations have still not received their full appropriations from the Main Estimates for 2020-21. Can you provide this committee with more detailed information about which entities have been waiting for the appropriations and have been substantially impacted by this delay and some of the undue difficulties they might have been experiencing?

Mr. Giroux: I'll ask either Ms. Giswold or Mr. Stanton to give you a couple of examples of organizations that are still waiting for their full appropriations, if they have any.

Mr. Stanton: Thank you for the question. I don't have the information directly in front of me. What I would say is that, on average, the interim supply usually provides around three twelfths at the beginning of the year until the Main Estimates receives Royal Assent.

In this case, there was a secondary interim estimate which provided roughly six and a half to eight twelfths' worth of the Main Estimates. Then the additional amount will be coming in the appropriation bill shortly.

We can certainly look at the previous appropriations bills that have received Royal Assent compared to the difference in what was included in the Main Estimates, and we can follow up with the committee on that status.

The Chair: Thank you.

Senator Klyne, is that satisfactory?

Senator Klyne: Yes. I'm not sure if Ms. Giswold wanted to answer as well. I was also thinking about discussions Senator Duncan and I were having the other day regarding tribunals that have awarded monies to First Nations, but that has been carried over now into another period under this Supplementary Estimates (B).

The Chair: Ms. Giswold, do you have any comments?

Jill Giswold, Analyst, Office of the Parliamentary Budget Officer: No. I believe we'll have to follow up with you on this as well.

The Chair: Thank you very much.

vraiment associer ce manque d'information à une valeur ou à un montant en dollars précis, mais il va sans dire que cela mine votre capacité de demander des comptes au gouvernement.

Le sénateur Klyne : Vous avez indiqué, dans votre rapport sur le Budget supplémentaire des dépenses (B), que le gouvernement avait divisé la totalité des crédits en trois projets de loi de crédits, ce qui veut dire que certaines organisations n'ont toujours pas reçu la totalité des crédits prévus dans le Budget principal des dépenses 2020-2021. Pouvez-vous dire au comité de façon plus détaillée quelles entités attendent toujours leurs crédits et lesquelles ont été les plus touchées par ce retard? Pouvez-vous nous donner des exemples de difficultés indues qu'elles subissent?

M. Giroux : Je vais demander à Mme Giswold ou à M. Stanton de donner deux ou trois exemples d'organisations qui attendent toujours de recevoir tous leurs crédits, s'ils ont cette information.

M. Stanton : Merci de la question. Je n'ai pas l'information à portée de main, mais je dirais que, en moyenne, les crédits provisoires représentant habituellement environ les trois douzièmes du financement versé au début de l'année, jusqu'à ce que le Budget principal des dépenses reçoive la sanction royale.

En l'occurrence, il y a eu un deuxième budget provisoire qui a permis de fournir entre 6,5 et 8 douzièmes environ du financement prévu dans le Budget principal des dépenses. Le montant supplémentaire devrait être fourni sous peu dans le projet de loi de crédits.

Nous pouvons certainement comparer ce qui est prévu dans le Budget principal des dépenses et ce qu'il y avait dans les précédents projets de loi de crédits qui ont reçu la sanction royale et transmettre ensuite l'information au comité.

Le président : Merci.

Êtes-vous satisfait de la réponse, sénateur Klyne?

Le sénateur Klyne : Oui. Je ne sais pas si Mme Giswold voulait aussi répondre. Je pensais aussi aux discussions que j'ai eues l'autre jour avec la sénatrice Duncan à propos des sommes qui ont été accordées aux Premières Nations par les tribunaux, mais qui sont maintenant reportées à une période ultérieure dans le Budget supplémentaire des dépenses (B).

Le président : Madame Giswold, avez-vous des commentaires?

Jill Giswold, analyste, Bureau du directeur parlementaire du budget : Non. Nous allons devoir vérifier et vous transmettre l'information plus tard.

Le président : Merci beaucoup.

Senator Richards: Thank you to the witnesses. My question is quite simple because it's been asked by the last three senators.

I'm just wondering if there's going to be a full and independent accounting and study of all these monies being spent after the fact so we will know where the monies have gone. Right now, we only have a shadowy idea of where the money is going.

Mr. Giroux, would it be a demand on the department to do this so we'll know where these monies have been spent?

Mr. Giroux: Thank you, senator. My office started to investigate or look at COVID-19 spending almost from the moment the extraordinary measures were announced and introduced, and as we get ready for fiscal updates next week, my office will continue to look at the pace of spending and provide independent estimates to parliamentarians and Canadians. We will continue to monitor COVID-19 spending.

With respect to an audit or an assessment of where the money was spent, that's probably a good question to address to the Auditor General. I suspect she and her office will have a very keen interest in looking, after the fact, at spending related to COVID-19 for various programs.

But when it comes to estimating the costs independently and looking at how much these programs will cost prospectively and providing independent estimates to parliamentarians, we will certainly continue to do so, as we have started to do that since mid-March, when the pandemic started.

Senator Richards: Thank you very much.

[Translation]

Senator Dagenais: Mr. Giroux, it is always a pleasure to welcome you as a witness.

You know that the topic of interest in recent days has been the potential vaccine doses that were reserved and announced by the Prime Minister. We are facing what I would call a hoax, in light of the fact that we will be the eighth country in line to get access, among those that reserved vaccines with pharmaceutical companies. We also do not know how much money has been committed by the Prime Minister to this venture.

By looking at the available figures, were you able to find out how much it cost to book the vaccines? If not, do you find it normal that this amount is kept secret in the expenditures of the current government?

Le sénateur Richards : Merci aux témoins. Ma question est plutôt simple, étant donné qu'elle a déjà été posée par les trois derniers sénateurs.

Je voulais seulement savoir s'il allait y avoir une analyse ou une étude complète et indépendante sur toutes les sommes dépensées, après le fait, afin que nous puissions savoir où tout cet argent est allé. Actuellement, nous n'avons qu'une vague idée d'où va l'argent.

Monsieur Giroux, est-ce que ce serait un fardeau pour votre ministère de faire cela afin que nous puissions savoir où l'argent est allé?

M. Giroux : Merci, monsieur le sénateur. Mon bureau a commencé à étudier ou à surveiller les dépenses liées à la COVID-19 dès que les mesures extraordinaires ont été annoncées et mises en œuvre ou presque. Dans le cadre de notre préparation des énoncés économiques de la semaine prochaine, nous allons continuer de surveiller le rythme des dépenses et de fournir des estimations indépendantes aux parlementaires et aux Canadiens. Nous allons continuer de surveiller les dépenses liées à la COVID-19.

Pour ce qui est d'un audit ou d'une évaluation touchant l'affectation des sommes, il serait préférable de poser cette question à la vérificatrice générale. J'imagine qu'elle et son bureau s'intéresseront de très près, après le fait, aux dépenses liées à la COVID-19 pour divers programmes.

Mais nous allons bien sûr continuer d'estimer les coûts indépendamment et de surveiller les coûts prospectifs de ces programmes afin de fournir des estimations indépendantes aux parlementaires, comme nous le faisons depuis la mi-mars, depuis le début de la pandémie.

Le sénateur Richards : Merci beaucoup.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Monsieur Giroux, c'est toujours un plaisir de vous accueillir comme témoin.

Vous savez que le sujet d'intérêt, depuis quelques jours, est celui des réservations de vaccins potentiels annoncées par le premier ministre. Nous sommes devant ce que je pourrais appeler une « fumisterie », à la lumière du fait que nous sommes au huitième rang des pays qui auront accès aux vaccins et qui ont réservé des doses auprès des compagnies pharmaceutiques. De plus, on ignore combien d'argent a été engagé par le premier ministre dans cette aventure.

En examinant les chiffres disponibles, avez-vous pu savoir combien a coûté la réservation des vaccins? Sinon, trouvez-vous normal que ce montant soit gardé secret dans les dépenses du gouvernement en place?

Mr. Giroux: Senator, the cost of most, if not all, of the measures related to COVID-19 were considered. Since there are several dozen measures, if not nearly a hundred — the list is long — a cost estimate for vaccines was certainly considered. However, we did not examine how quickly we will receive them or where Canada ranks in relation to other countries. As economists, we're more concerned about costs and dollar amounts than other aspects of public policy. Perhaps my colleagues have something to add with respect to the amounts committed to reserve vaccines.

Ms. Giswold: We received data from the Public Health Agency on vaccine expenditures. At this time, these data are considered confidential.

[English]

Mr. Stanton: I agree with everything that has been said. The only thing that I would add is that in the online tracker that we've published, we tried to align what has been included in the supplementary estimates with the specific COVID-related measures. There are COVID-related measures related to the vaccines, and we have mapped the organizations that have sought funding through the supplementary estimates with those measures as well. That information, in terms of what's coming through the supplementary estimates, is online as well.

[Translation]

Senator Dagenais: Indeed, Ms. Giswold, as you mentioned, some data remains confidential. I must admit that it is worrisome that the government is showing such a lack of transparency, especially in light of what happened with the WE charity, where hundreds of millions of dollars were going to be allocated to people close to the Trudeau family.

Do you know why the government refuses to provide information necessary for a critical and serious analysis of the actions it has been taking for some time? My question is for Mr. Giroux.

Mr. Giroux: As I am not a public health or immunization specialist, I cannot comment on whether or not this information needs to be kept confidential. What we have been told is that the information is confidential for competitive or trade secret reasons. I believe that is the reason why we were not provided with the details or why we cannot disclose this information. As to whether or not this is justified, since I am not an expert in the field, that is difficult for me to judge. Nonetheless, I believe that your committee is entitled to ask these questions, as are you, senator.

M. Giroux : Monsieur le sénateur, on a considéré les coûts de la plupart, sinon la totalité, des mesures liées à la COVID-19. Puisqu'on en compte plusieurs dizaines, sinon près d'une centaine — la liste est longue —, on a certainement considéré une estimation de coût pour les vaccins. Toutefois, nous n'avons pas considéré la rapidité avec laquelle nous allons les recevoir ni le rang où se situe le Canada par rapport aux autres pays. En tant qu'économistes, nous nous soucions surtout des coûts et des montants en dollars plutôt que d'autres aspects de politique publique. Peut-être que mes collègues ont des choses à ajouter en ce qui concerne les montants engagés pour réserver les doses de vaccin.

Mme Giswold : Nous avons reçu des données de l'Agence de la santé publique ayant trait aux dépenses pour les vaccins. Pour le moment, ces données sont considérées comme confidentielles.

[Traduction]

M. Stanton : Je suis d'accord avec tout ce qui a été dit. Je voudrais seulement ajouter que, dans l'outil de suivi en ligne que nous avons publié, nous avons essayé de faire correspondre le contenu du Budget supplémentaire de dépenses aux mesures spécifiques liées à la COVID-19, par exemple les mesures liées aux vaccins contre la COVID. Nous avons aussi établi la liste des organisations qui ont demandé du financement dans le Budget supplémentaire des dépenses au regard de ces mesures, et l'information sur ce qui est prévu dans le Budget supplémentaire des dépenses est aussi accessible en ligne.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Effectivement, madame Giswold, comme vous l'avez mentionné, certaines données demeurent confidentielles. Je dois avouer qu'il est inquiétant que le gouvernement fasse preuve d'un tel manque de transparence, surtout à la lumière de ce qui s'est passé avec l'organisme UNIS, où des centaines de millions de dollars allaient être attribués à des gens proches de la famille Trudeau.

Savez-vous pourquoi le gouvernement refuse de fournir des informations nécessaires à une analyse critique et sérieuse des actions qu'il pose depuis un certain temps? Ma question s'adresse à M. Giroux.

M. Giroux : Comme je ne suis pas spécialiste de la santé publique ni de la vaccination, je ne peux pas faire de commentaires sur l'à-propos de garder ces informations confidentielles ou non. Ce qu'on nous a dit, c'est que l'information est confidentielle pour des raisons de concurrence ou de secret commercial. Je crois que c'est la raison pour laquelle on ne nous a pas fourni les détails ou qu'on ne peut pas divulguer ces renseignements. Quant à savoir si c'est justifié ou non, comme je ne suis pas un spécialiste du domaine, il m'est difficile de porter un jugement. Néanmoins, je crois que votre

Senator Dagenais: When we learn about the cost of the vaccines, I hope we don't find out that we paid more than the other countries.

The Chair: That was not a question, but a comment.

[English]

Senator Galvez: Thank you. I have two questions, one very specific and the other more general. I will start with my specific question.

I take note that your comments, Mr. Giroux, are very strong in the detection that there is a lack of transparency. I take note of that, and I take note of the fact that you have good data coming from the Bank of Canada but not from the Business Development Bank of Canada or EDC.

Yesterday I asked questions concerning the funds that were given to the oil industry for the remediation of orphan wells, and we were told that the number of these orphan wells — abandoned and inactive wells — is colossal and the costs are incredible.

I want to congratulate you because while looking for this information, I went to the monitoring framework that you have developed to put clarity on the spending, and I noticed that you have asked the government about these orphan wells. Have you received answers? If not, why are answers not coming?

Mr. Giroux: Thank you, senator. I don't know the answer to that particular question off the top of my head, given the amount of information requests we send, so I'm looking to Jason and Jill if they know the answer. If not, we can get back to you on that specific one.

Mr. Stanton: Thank you for the question. I'll let my colleague Jill answer that.

Ms. Giswold: Thank you for the question, senator. We did send that in an information request. At the time, we were told that the information is not yet available and that once it becomes available, we will be receiving it from the department. As to why that information is not yet available, it's probably best to ask the department.

Senator Galvez: You mentioned, Mr. Giroux, that this is an unprecedented budget with unprecedented sums of funds that are being poured into the economy. Yes, when there is no

comité est en droit de poser ces questions, tout comme vous, monsieur le sénateur.

Le sénateur Dagenais : Quand nous saurons le prix des vaccins, j'espère qu'on n'apprendra pas qu'on les a payés plus cher que les autres pays.

Le président : Ce n'était pas une question, mais un commentaire.

[Traduction]

La sénatrice Galvez : Merci. J'ai deux questions, l'une très précise, et l'autre de nature plus générale. Je vais commencer par celle très précise.

Je constate, d'après vos commentaires, monsieur Giroux, qu'il est très clair qu'il y a un manque de transparence. C'est ce que je constate, et je constate aussi que la Banque du Canada vous transmet des données de qualité, mais pas la Banque de développement du Canada ni EDC.

J'ai posé hier des questions sur les fonds accordés à l'industrie pétrolière pour la réhabilitation des puits orphelins, et on nous a dit qu'il y avait un nombre colossal de puits orphelins — des puits abandonnés et inactifs — et que les coûts étaient incroyablement élevés.

Je tenais à vous féliciter, parce que, lorsque j'ai cherché de l'information, j'ai consulté le cadre de surveillance que vous avez créé pour faire un peu plus de lumière sur les dépenses, et j'ai remarqué que vous aviez demandé de l'information au gouvernement à propos des puits orphelins. Je voulais savoir si vous aviez obtenu des réponses et, dans le cas contraire, pourquoi on refusait de répondre.

M. Giroux : Merci, madame la sénatrice. Je ne peux pas vraiment vous répondre sur-le-champ, parce que nous envoyons énormément de demandes d'information, alors je vais devoir demander à M. Stanton ou à Mme Giswold s'ils ont la réponse; dans le cas contraire, nous pourrions vérifier et vous transmettre une réponse précise plus tard.

M. Stanton : Merci de la question. Je vais laisser ma collègue répondre.

Mme Giswold : Merci de poser la question, madame la sénatrice. Nous avons effectivement envoyé une demande d'information, et on nous a répondu à ce moment-là que l'information n'était pas accessible, mais qu'elle allait nous être envoyée quand ce sera possible. Quant à savoir pourquoi l'information n'était pas accessible, c'est une question qu'il faudrait poser au ministère.

La sénatrice Galvez : Vous avez dit, monsieur Giroux, qu'il s'agit d'un budget sans précédent, et que des fonds sans précédent sont injectés dans l'économie. Et, s'il n'y a pas de

transparency, there is plenty of room for corruption and misuse of money.

Have you compared the situation in Canada with accounting and monitoring systems in other G7 countries? If so, do you think it's a good idea to compare situations?

Mr. Giroux: That's an interesting question, and one that I did not expect, senator.

We have compared Canada with other G7 countries when it comes to the response to the COVID-19 crisis, and we find that Canada has been one of the most generous countries in terms of direct assistance to individuals and businesses, combined. Other countries have sometimes provided more support but in the form of loans instead of direct assistance.

When it comes to transparency, we haven't looked at COVID-19 specifically. However, we find that Canada is generally regarded quite positively by other G7 and OECD countries. In fact, we're often looked upon as a good model of transparency, generally speaking, and I'm not talking about COVID-19 specifically.

Even though there are issues with COVID-19 spending where transparency has been lacking recently, generally speaking, Canada is considered a good model country when it comes to transparency — with the establishment, notably, of a Parliamentary Budget Officer who is an agent of Parliament. It's a model that has been replicated in other countries.

Generally speaking, we are scoring relatively well on transparency, even though, as I mentioned, there is room for improvement, especially with respect to the unprecedented powers that the government has been granted for COVID-19 response.

Senator Galvez: Do you have any specific recommendations with respect to how information should be transferred? Do you have a method that you think we can recommend to the government to use in communicating information?

Mr. Giroux: Certainly. I think it would be advisable to have regular exchanges of information. For example, what the government was providing to the House Committee on Finance was a good practice that I think should have been extended even after prorogation.

With respect to the legislative authorities, I have made suggestions to the Government House Leader earlier this year with respect to allowing my office to have easier access to specific types of information, which would allow me to better deliver on my mandate. I received a response recently from the Government House Leader that now is not the right time to

transparence, les occasions de corruption et de détournement de fonds sont nombreuses.

Avez-vous comparé ce qui se fait au Canada en matière de reddition de comptes et de systèmes de surveillance par rapport aux autres pays du G7, et croyez-vous qu'il est approprié de comparer nos situations?

M. Giroux : C'est une question intéressante, madame la sénatrice. Je ne m'y attendais pas.

Nous avons comparé la réaction du Canada à la COVID-19 à celle des autres pays du G7, et nous avons constaté que le Canada est l'un des pays les plus généreux pour ce qui est de l'aide directe aux personnes et aux entreprises, combinée. Les autres pays ont parfois fourni de l'aide, mais sous forme de prêts plutôt que d'aide directe.

Nous n'avons pas étudié la transparence des mesures liées à la COVID précisément, mais nous avons quand même constaté que le Canada a une assez bonne réputation parmi les autres pays du G7 et les pays de l'OCDE. J'irais jusqu'à dire que nous sommes généralement considérés comme un bon modèle en matière de transparence, mais je ne parle pas de la COVID-19 en particulier.

Même s'il y a des cas récents où les dépenses liées à la COVID-19 manquaient de transparence, de façon générale, le Canada est considéré comme un bon modèle en matière de transparence, par exemple grâce à l'établissement du Bureau du directeur parlementaire du budget, une entité gouvernementale. D'ailleurs, d'autres pays ont reproduit ce modèle.

Dans l'ensemble, nous avons une bonne note pour ce qui est de la transparence, même si, comme je l'ai dit plus tôt, ce serait possible de s'améliorer, en particulier en ce qui concerne les pouvoirs sans précédent qui ont été accordés au gouvernement pour réagir à la COVID-19.

La sénatrice Galvez : Avez-vous des recommandations précises à faire sur la façon dont l'information devrait être transmise? Connaissez-vous une méthode que nous pourrions recommander au gouvernement pour la communication d'information?

M. Giroux : Certainement. Je crois qu'il serait souhaitable de prévoir des échanges réguliers d'information. Par exemple, le gouvernement fournissait de l'information au Comité des finances de la Chambre des communes; c'est une bonne pratique et je crois qu'il aurait dû continuer de le faire même après la prorogation.

Pour ce qui est des autorités législatives, j'ai demandé au leader du gouvernement à la Chambre des communes, plus tôt cette année, de faciliter l'accès de mon bureau à divers types d'information, afin que je puisse mieux remplir mon mandat, et il m'a répondu récemment que ce n'était pas le moment de vous donner davantage accès à ces divers types d'information. Le

provide you with easier access to specific types of information. The Government House Leader said that when it comes time to have a legislative review of my mandate, in 2022, these could be considered.

Senator M. Deacon: Thank you for being here and for being candid with us this afternoon and in your reports.

My first question concerns the Fiscal Sustainability Report update from November 6, which said the government had about \$19 billion of spending runway left. Reports specify that the assessment incorporates pandemic budgetary measures but assumes that pandemic response measures are withdrawn as currently scheduled.

I believe that your analysis has factored in spending on programs announced up until September 1. Less than a week ago we passed Bill C-9, which pushed back the deadlines on wage and rent subsidies. I'm wondering if this changes the \$19-billion wiggle room that was stated earlier and what that might look like now.

Mr. Giroux: When looking at the Fiscal Sustainability Report, we have to make assumptions and we have to, at one point, stop considering additional spending. We looked at the spending announced as of September 1. We could have made assumptions as to what the government would do beyond September 1, but then we would have been into hypotheses and assuming what the government will do, which is always risky.

When looking at fiscal sustainability over the long term, we define sustainability as a debt-to-GDP ratio that's either stable or declining, as opposed to ever-increasing. That's how we came up with the wiggle room — or flexibility or runway space — of about \$19 billion.

Had we factored in the additional spending announced since September 1, given that this is still temporary, it would reduce that fiscal flexibility of \$19 billion, but only by a little bit, because we're looking over a long-term horizon of 75 years. The extensions under Bill C-9 that you mentioned are still temporary and limited in time. We find that small changes that are permanent have a bigger impact than big changes that are limited in time, if that makes sense.

Senator M. Deacon: It does. Thank you very much.

leader du gouvernement à la Chambre a dit que cela serait envisagé lors de l'examen législatif de mon mandat, en 2022.

La sénatrice M. Deacon : Merci d'être avec nous, et merci d'être franc avec nous cet après-midi et dans vos rapports.

Ma première question porte sur la mise à jour du 6 novembre du Rapport sur la viabilité financière indiquant qu'il restait une marge de manœuvre de 19 milliards de dollars pour les dépenses gouvernementales. Les rapports indiquent précisément que les mesures budgétaires liées à la pandémie ont été prises en considération dans l'évaluation, mais qu'il était tenu pour acquis que les mesures liées à la pandémie seraient retirées conformément à ce qui est prévu actuellement.

Je crois que votre analyse a tenu compte des dépenses de programmes annoncées jusqu'au 1^{er} septembre. Nous avons adopté il y a moins d'une semaine le projet de loi C-9, qui repoussait l'échéance de la subvention pour le loyer et de la subvention salariale, et je voulais savoir si cela avait un impact sur la marge de manœuvre de 19 milliards dont j'ai parlé plus tôt, et si oui, quel serait l'état actuel des choses.

M. Giroux : Pour préparer le rapport sur la viabilité financière, nous devons faire des hypothèses, mais, à un certain moment, arrêter de prendre en considération les dépenses supplémentaires. Nous avons tenu compte des dépenses annoncées jusqu'au 1^{er} septembre. Nous aurions pu faire des hypothèses sur les dépenses gouvernementales après le 1^{er} septembre, mais cela n'aurait été que de la conjecture. C'est toujours risqué d'essayer de prédire ce que le gouvernement va faire.

Dans le contexte de la viabilité financière à long terme, nous définissons la viabilité comme étant le ratio de la dette au PIB : le ratio peut être stable ou diminuer, mais il ne peut pas être en augmentation constante. C'est de cette façon que nous avons établi la marge de manœuvre — la latitude — d'environ 19 milliards de dollars.

Si nous avons tenu compte des dépenses additionnelles qui ont été annoncées depuis le 1^{er} septembre, puisqu'il s'agit toujours d'une situation temporaire, la latitude financière aurait été inférieure, mais de peu, à 19 milliards de dollars, puisque nous envisageons les choses à long terme, sur 75 ans. Les prolongations prévues dans le projet de loi C-9, que vous avez mentionnées, sont temporaires et limitées dans le temps. De notre point de vue, de petits changements permanents ont plus de retombées que de gros changements temporaires, si vous comprenez ce que je veux dire.

La sénatrice M. Deacon : Je comprends. Merci beaucoup.

I think all the senators around the table have beaten the concept of transparency to the wall in trying to understand what the gaps are and why some areas can have fiscal prudence and regular reporting and others cannot. You responded partially to Senator Galvez's question; if we could get that right, I know that everybody around this table would be much more understanding and happier with the transparency.

I will focus on a comment made a few weeks ago when you said the government could increase annual spending, reduce taxes or a combination of the two to the tune of \$19 billion and still reduce the debt-to-GDP ratio over time to our pre-pandemic levels.

I was hoping we could elaborate on that. If the current crisis continues unabated and the federal government decides it best to increase spending and support individual Canadians and businesses in different ways, what are the results? This is a carry-on from the last question. Would the damage from cutting off the support systems, if they are still needed, be worse than the damage of more government spending to support Canadians most impacted by the pandemic?

Mr. Giroux: That's a difficult question to answer in a short period of time. With respect to cutting support to individuals and businesses if the pandemic continues, would that do more damage than the amount saved by not providing these supports? That's a very difficult question to answer. Most specialists, commentators and bright minds who have put their heads to that issue would argue that it's probably worse not to provide support than to provide support and pay the costs later on. It depends on the magnitude of the support you're providing, the format in which you're providing the support, and whether this creates disincentives to work beyond what is absolutely necessary to support people through the pandemic.

This is a difficult question to answer because it's all in the abstract and it's making a series of assumptions as to what would otherwise happen in the absence of support. It goes beyond dollars and cents. It also goes to the distress that not providing support would cause — the mental health stress and the human cost of personal bankruptcies as well as business bankruptcies. That's an area way beyond my area of expertise.

Senator M. Deacon: Thank you.

Senator Boehm: Thank you, Mr. Giroux, for joining us again today and bringing your team with you.

I wanted to explore an area with you. I had asked Minister Freeland a question when she appeared before this committee with respect to the Canada Emergency Wage Subsidy program,

Je crois que tous les sénateurs ici présents ont épuisé la question de la transparence à force d'essayer de comprendre quelles sont les lacunes et pourquoi certains secteurs assurent une prudence financière et une reddition de comptes régulières et d'autres non. Vous avez répondu partiellement à la question de la sénatrice Galvez; si on faisait les choses comme il faut, je sais que tout le monde ici présent comprendrait beaucoup mieux et serait beaucoup plus satisfait de la transparence.

J'aimerais maintenant discuter d'un commentaire que vous avez fait cette semaine quand vous avez dit que le gouvernement pourrait augmenter les dépenses annuelles, diminuer les impôts ou faire les deux à la fois à hauteur de 19 milliards de dollars tout en ramenant malgré tout le ratio de la dette au PIB aux niveaux d'avant la pandémie.

Je me demandais si vous pouviez nous donner plus de détails. Si la crise actuelle ne se résorbe pas et que le gouvernement fédéral décide que la meilleure solution est de continuer à augmenter les dépenses et de soutenir de diverses façons les Canadiens et Canadiennes et les entreprises, à quoi pouvons-nous nous attendre? C'est pour donner suite à la question précédente. Les dommages seraient-ils pires si nous coupons les programmes de soutien, s'ils sont toujours nécessaires, que si le gouvernement continue à dépenser pour soutenir les Canadiens les plus touchés par la pandémie?

M. Giroux : Ce serait difficile de répondre rapidement à cette question. Est-ce qu'arrêter le soutien aux personnes et aux entreprises, si la pandémie continue, causerait des dommages plus importants que les montants que nous économiserions en ne fournissant pas ces soutiens? C'est très difficile de répondre à cette question. La plupart des spécialistes, des observateurs et des experts qui se sont penchés sur la question diraient que ce serait probablement pire de ne pas fournir de soutien que d'en fournir et de payer les coûts plus tard. Cela dépend de l'ampleur du soutien fourni, de la forme qu'il prend et de la possibilité que cela décourage les gens de travailler plus que le strict minimum pour subvenir à leurs besoins pendant la pandémie.

C'est difficile de répondre à cette question, parce que c'est dans l'abstrait. Nous pouvons seulement faire des hypothèses sur ce qui arriverait s'il n'y avait pas de soutien. Ce n'est pas seulement une question de dollars et de cents. Il faut aussi tenir compte de la détresse que cela occasionnerait s'il n'y avait pas de soutien, de l'effet du stress sur la santé mentale et le coût humain des faillites personnelles et commerciales, mais cela dépasse de beaucoup mon domaine de compétence.

La sénatrice M. Deacon : Merci.

Le sénateur Boehm : Merci, monsieur Giroux, d'être à nouveau avec nous et d'avoir amené votre équipe.

Il y a un sujet que j'aimerais explorer avec vous. J'ai posé une question à la ministre Freeland, quand elle a témoigné devant notre comité à propos de la Subvention salariale d'urgence du

and in fact some other countries — as you had mentioned before — are looking at our programs, while some have been looking at that one in particular.

My question was premised on the fact that some of the larger Canadian corporations had taken advantage of the program and had rehired employees — but then, because of changes in the marketplace, had to let them go again. I'm thinking in particular of the airline sector and our two largest airlines, Air Canada and WestJet.

Since spending for the wage subsidy program is not included in these supplementary estimates, has the PBO been able to monitor the rate of success from such a program, or other programs that are put forward and employed by the government? I know this is much in line with questions that my colleagues have asked, but do you have anything on the wage subsidy specifically?

Mr. Giroux: Not to my knowledge, senator, and that goes back to the root of my comments where I said that the biweekly reports to the committee of the other chamber were helpful in that they allowed us, the office and parliamentarians to get a sense of the utilization rate of these various programs. In the absence of these biweekly reports, or that information being published in one place for parliamentarians and Canadians to use, it's difficult to assess that.

We've tried to assess the costs using a series of assumptions, and revising and updating the cost estimates that we have provided when more information comes in publicly; for example, when we get Labour Force Survey updates with the revised estimates with respect to the number of jobs or the unemployment rate, we sometimes revise the estimates of these programs. But in the absence of real-time or close-to-real-time information on the use rate of these programs, it's very difficult to make that assessment — whether they are being fully used, partially used or barely used.

Senator Boehm: Just to follow up on that, I can understand you don't have the empirical evidence that you need, but in the models you are developing, would you say the wage subsidy program has been successful? Can you go that far?

Mr. Giroux: From the first part of the pandemic, before September, it was a program that was not as utilized as we initially expected. For example, when it was initially announced in the spring, the utilization rate was surprisingly low from our perspective, and we had to revise our estimates down. We don't know yet if there has been a significant uptick since our last assessment.

So it was surprisingly low in terms of update for the wage subsidy. Maybe things have picked up. Personally, I have not looked at that in several weeks.

Canada. D'ailleurs, d'autres pays — comme vous l'avez déjà mentionné — s'intéressent à nos programmes, et certains s'intéressent particulièrement à celui-ci.

Comme préambule à ma question : certaines grandes sociétés canadiennes ont tiré parti du programme pour réembaucher leurs employés, puis ont dû les laisser partir à nouveau parce que les conditions du marché avaient changé. Je pense surtout au secteur du transport aérien et à nos deux plus grandes compagnies aériennes, Air Canada et WestJet.

Puisque les dépenses liées à la subvention salariale d'urgence ne sont pas comprises dans le Budget supplémentaire des dépenses, je me demandais si le Bureau du DPB avait pu évaluer le taux de réussite de ce programme ou d'autres programmes que le gouvernement a proposés et mis en œuvre. Je sais que cela ressemble beaucoup aux questions précédentes de mes collègues, mais avez-vous de l'information précise sur la subvention salariale?

M. Giroux : Pas à ma connaissance, sénateur. D'ailleurs, j'ai dit plus tôt que les rapports bihebdomadaires du comité de l'autre chambre ont été utiles parce qu'ils nous ont permis, à mon bureau et aux parlementaires, de nous faire une idée du taux d'utilisation des divers programmes. Il est difficile d'évaluer ce genre de choses lorsqu'il n'y a pas ces rapports bihebdomadaires ni d'informations publiées dans un même endroit centralisé pour les parlementaires et les Canadiens.

Nous avons essayé d'évaluer les coûts en nous fondant sur des hypothèses et en révisant et en mettant à jour les estimations des coûts au fur et à mesure que l'information était publiée. Par exemple, quand il y a des mises à jour de l'Enquête sur la population active, où le nombre d'emplois et le taux de chômage sont mis à jour, nous devons parfois revoir nos estimations pour ces programmes. En l'absence d'information en temps réel ou quasi réel sur le taux d'utilisation de ces programmes, toutefois, il est très difficile d'évaluer s'ils sont complètement utilisés, partiellement utilisés ou rarement utilisés.

Le sénateur Boehm : À ce sujet, je peux comprendre que vous n'avez pas les données empiriques dont vous avez besoin, mais, d'après les modèles que vous élaborez, diriez-vous que le programme de subvention salariale a atteint son but? Pouvez-vous au moins dire cela?

M. Giroux : Durant la première moitié de la pandémie, avant septembre, le programme était moins utilisé que prévu au départ. Par exemple, après qu'il a été annoncé, au printemps, le taux d'utilisation du programme a été surprenamment faible, de notre point de vue, alors nous avons dû revoir nos estimations à la baisse. Nous ne savons pas encore s'il y a eu une augmentation marquée depuis notre dernière évaluation.

Donc, en ce qui a trait à la mise à jour, le taux d'utilisation du programme de subvention salariale demeure surprenamment faible. Peut-être que les choses se sont

Senator Boehm: Thank you.

Senator Duncan: I'd like to ask the Parliamentary Budget Officer about an item in the report of November 4. Straying from COVID-19 for a brief moment, there is additional funding that is non-COVID-19 measures. I'm interested in the \$585.2 million to the Treasury Board of Canada Secretariat for the public service insurance plans and programs. That additional money that's required is a requirement of the plan; it's a union-negotiated agreement that the government will contribute a specific portion. It's kind of a challenge for every provincial and territorial finance minister when that bill has to be added into the budget.

These plans are overseen by a joint management committee of employees and the employer.

I think there is also a wealth of information there that could be investigated by the Parliamentary Budget Officer, so I'm interested in whether you have done any work on this insurance — on these plans — if there has been a look at them or a look at the joint management committee reports. I'm particularly interested in the additional funds — are they required because of an increase in the cost of claims or an increase in a particular type of claims? For example, if it's because there is an increase in post-traumatic stress claims or repetitive claim injuries, I'm interested in what steps the employer is taking to combat those injuries.

I understand this is down in the weeds, but it can reveal a great deal of information in terms of our public sector and Canadians in how we're pivoting in the new world of work and what costs we might see coming in the future. I'm looking for more information on that. If you would prefer to respond in writing, that would be fine.

Mr. Giroux: Thank you, senator. I don't have that information handy, so it would probably be best to answer you in writing as a follow-up.

With respect to the administration of these benefits, I haven't looked at that specifically, but as part of my previous life as a public servant, I served on the partners committee for a year or two. I can speak from that experience that the management of the plan could probably be tightened, to be diplomatic. There is probably scope for improvement there, but that's just speaking from a very high level and short experience.

améliorées. Personnellement, je ne me suis pas penché là-dessus depuis des semaines.

Le sénateur Boehm : Merci.

La sénatrice Duncan : J'aimerais poser une question au directeur parlementaire du budget à propos d'un point dans le rapport du 4 novembre. Oublions la COVID-19 un petit moment, parce qu'il y a du financement supplémentaire qui ne concerne pas les mesures liées à la COVID-19. Je m'intéresse aux 585,2 millions de dollars alloués au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada pour les programmes et régimes d'assurance de la fonction publique. Les fonds supplémentaires sont requis dans le cadre du régime; il est prévu dans la convention collective que le gouvernement contribuera à une certaine hauteur. C'est donc un peu difficile pour les ministres des Finances provinciaux et territoriaux de faire leur travail quand ce projet de loi n'a même pas été ajouté dans le budget.

Les régimes sont gérés par un comité mixte patronal-syndical.

Je crois qu'il y a une mine d'informations que le directeur parlementaire du budget pourrait explorer, alors je voulais savoir si vous aviez fait quoi que ce soit par rapport à ces régimes d'assurance; les avez-vous examinés ou allez-vous examiner les rapports du comité de gestion mixte? Je m'intéresse surtout aux fonds supplémentaires : sont-ils requis parce qu'il y a eu une augmentation du coût de ce genre de réclamations, ou est-ce qu'il y a davantage de réclamations d'un certain type? Par exemple, s'il y a une augmentation des réclamations liées au stress post-traumatique ou aux microtraumatismes répétés, j'aimerais savoir quelles mesures prend l'employeur pour atténuer ce genre de blessures.

Je sais que je vous demande de l'information très précise, mais cela pourrait vraiment nous éclairer sur la façon dont nous gérons, pour la fonction publique et les Canadiens, l'entrée dans cette nouvelle réalité de travail. Cela nous permettrait aussi de prévoir les coûts qui s'annoncent dans l'avenir. J'aimerais avoir plus d'information à ce sujet. Si vous préférez répondre par écrit, je n'y vois pas d'inconvénient.

M. Giroux : Merci, sénatrice. Je n'ai pas cette information à portée de main, alors ce serait probablement préférable que je vous réponde plus tard par écrit.

En ce qui concerne l'administration de ces avantages, je n'ai pas étudié la question spécifiquement, mais, dans mon ancienne vie de fonctionnaire, j'ai siégé à un comité mixte pendant un an ou deux. Je peux vous dire, pour m'exprimer diplomatiquement, que la gestion des régimes pourrait être resserrée. Il y a probablement des possibilités d'amélioration, mais je dis cela de façon très générale, d'après ma brève expérience.

Senator Duncan: That \$585.2 million is still a lot of money. In your investigation or response, would you also care to offer an opinion as to where those cost savings might occur or if we might anticipate future increases?

Mr. Giroux: I can certainly provide the information you're seeking. Whether that information will also include an opinion as to whether there will be savings will depend on the information we get from the Treasury Board of Canada Secretariat, which administers these. If you want to talk, I'd be happy to have a discussion with you, senator.

Senator Duncan: Thank you very much.

Senator Loffreda: Thank you, Mr. Giroux and your team, for being here.

There has been a lot of discussion today by you and senators on the lack of data and the lack of information and transparency on government spending and other Crown corporations, besides the Bank of Canada. But as they say, one of the most powerful words in the world is "why." In your judgment, why is that the case?

You also expressed what you would like to see to better monitor the spending. You mentioned you made those recommendations to government, and they suggested it was not possible at this point in time and that it might be possible in the long-term future.

The other point is — and in this short period of time, I don't want you to mention again all those suggestions or recommendations you made, but I'd like to have them in writing to strongly recommend — and maybe we as senators could strongly recommend — that they follow your recommendations and complement those recommendations to have proper financial reports and data so we can make the proper decisions and monitor all the government spending going forward, and follow up with it. We never plan enough or follow up enough — and this is all of us, all corporations and all individuals. We can always plan better, plan more and follow up more. "Why" is such a powerful word. Thank you.

Mr. Giroux: Thank you, senator. I can certainly follow up in writing as to potential legislative amendments. I can send you a copy of the letter I sent to the Leader of the Government in the House. I'd be happy to do that.

With respect to the first part of your question as to why we don't have the same level of information we used to with respect to COVID-19 spending, I can only speculate. But when you're the government, you're busy implementing a bunch of programs

La sénatrice Duncan : C'est tout de même beaucoup d'argent, 585,2 millions de dollars. Dans votre enquête ou dans votre réponse, allez-vous dire où il serait possible de réaliser des économies ou si nous devons nous attendre à une augmentation des coûts dans l'avenir?

M. Giroux : Je peux vous fournir cette information, oui. Pour ce qui est de dire si nous ferons oui ou non des économies, cela va dépendre de l'information que nous recevrons de l'organisation compétente, le Secrétariat du Conseil du Trésor. Si vous le voulez, je serai heureux de discuter de cela avec vous, sénatrice.

La sénatrice Duncan : Merci beaucoup.

Le sénateur Loffreda : Merci d'être avec nous, monsieur Giroux, et merci aussi à votre équipe.

Nous avons beaucoup parlé aujourd'hui, témoins comme sénateurs, du manque de données, du manque d'information et du manque de transparence des dépenses du gouvernement et des autres sociétés d'État, mis à part la Banque du Canada. Supposément, l'un des mots les plus puissants du monde est « pourquoi ». Selon vous, pourquoi les choses sont-elles ainsi?

Vous avez aussi dit que vous aimeriez que la surveillance des dépenses soit renforcée. Vous avez dit que vous aviez présenté des recommandations au gouvernement, mais on vous a répondu que le moment n'était pas opportun et que ce serait peut-être possible à long terme.

Mon autre point... Dans le peu de temps que nous avons, je ne veux pas vous demander de nous dire encore une fois quelles étaient vos suggestions ou vos recommandations, mais j'aimerais que nous les ayons par écrit. Nous pourrions alors recommander fermement — peut-être que nous, en tant que sénateurs, pourrions recommander fermement — que le gouvernement donne suite à vos recommandations et les mette en œuvre afin que nous ayons des données et des rapports financiers adéquats qui nous permettraient de prendre des décisions éclairées, de surveiller toutes les dépenses futures du gouvernement et de faire un suivi. Nous ne sommes jamais assez bien organisés, et nous ne faisons jamais suffisamment de suivi, et cela vaut pour tous, autant les entreprises que les personnes. Nous pouvons toujours planifier mieux et plus et faire plus de suivi. « Pourquoi » est vraiment un mot puissant. Merci.

M. Giroux : Merci, sénateur. Soyez assuré que je peux faire un suivi par écrit au regard des modifications législatives potentielles. Je peux vous envoyer une copie de la lettre que j'ai adressée au leader du gouvernement à la Chambre. Je le ferai avec plaisir.

Pour répondre à la première partie de votre question, à savoir pourquoi nous n'avons plus le même niveau d'information qu'avant, sur les dépenses liées à la COVID-19, je peux seulement faire des hypothèses. Quand vous êtes au

and measures, and reporting on a biweekly basis on the progress and the amounts being spent is probably quite demanding. I can easily understand that, for public servants and ministers who have to collect that information, approve it and put it on the website, it requires a bit of investment in time.

But as I said in my opening remarks, if my office can do a type of monitoring that's not as frequent as that of the public service with two analysts — and you are seeing them on the screen — I think the public service could probably do that by sparing a couple of people and allocating their time to providing information to parliamentarians and Canadians on spending that is in the dozens of billions per year.

Senator Loffreda: Mr. Giroux, during our last discussion, we were both concerned with the level of household debt in Canada. You did mention we were one of the most generous with respect to COVID subsidies and grants and support.

Elaborate on the level of household debt at this point in time. Will we recover more quickly than other countries because we have been more generous? Do you feel, in your judgment and based on what you've seen, that will have a quicker recovery? Obviously, we can't increase taxes, so household debt will still be high. I would like you to elaborate on all of that. Thank you.

Mr. Giroux: That's an interesting point, senator. What we have seen in stats released by Statistics Canada is, on the one hand, income from employment or own sources going down. Income that individuals and households earn has gone down, but disposable income has gone up. So there's a big disconnect. On the one hand, market income has gone down but disposable income has gone up, and the gap is being made up by government transfers, which is rarely seen. Usually when there's a recession, market incomes go down and disposable income goes down, but slightly less than market income because of support from government programs.

Whether we will do better than other countries as a result of this high level of support remains to be seen. The level of rebound in the economy will depend in large part on people feeling safe and secure to resume life as they knew it pre-pandemic.

If people still feel unsafe going out and about, dining out and travelling, then I don't think we will see the same level of activity and that we will be further ahead than other countries.

gouvernement, vous êtes tellement occupé à mettre en œuvre toutes sortes de programmes et de mesures que le fait de rendre des comptes deux fois par semaine sur les progrès et les montants dépensés constitue probablement un fardeau. C'est quelque chose que je comprends très bien : cela prend beaucoup de temps aux fonctionnaires et aux ministres pour recueillir l'information, l'approuver et la publier sur les sites Web.

Malgré tout, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, si mon bureau est capable d'effectuer ce genre de surveillance, même si c'est moins fréquemment que la fonction publique, avec deux analystes — que vous voyez à l'écran —, alors je crois que la fonction publique pourrait probablement trouver deux ou trois personnes qui pourraient consacrer leur temps à fournir de l'information aux parlementaires et aux Canadiens et Canadiennes sur les dizaines de milliards de dollars dépensés chaque année.

Le sénateur Loffreda : Monsieur Giroux, dans notre dernière discussion, nous avons tous les deux soulevé des préoccupations au sujet de la dette des ménages canadiens. Vous avez d'ailleurs mentionné que le Canada était l'un des pays les plus généreux du côté des subventions, des contributions et du soutien liés à la COVID.

Pouvez-vous nous fournir des détails sur la dette des ménages actuellement? Le Canada va-t-il se remettre plus rapidement que les autres pays parce que nous avons été plus généreux? Diriez-vous, en fonction de votre opinion personnelle et de ce que vous avez vu, que la reprise sera plus rapide chez nous? Nous ne pouvons évidemment pas augmenter les impôts, alors la dette des ménages devrait demeurer élevée. J'aimerais que vous nous fournissiez des détails à ce sujet. Merci.

M. Giroux : Vous soulevez un point intéressant, sénateur. D'un côté, selon les statistiques publiées par Statistique Canada, nous observons que les revenus d'emploi ou les revenus autonomes diminuaient. Le revenu des particuliers ou des ménages a diminué, mais le revenu disponible a augmenté. Donc, il y a une grande contradiction. D'un côté, le revenu marchand a diminué, tandis que le revenu disponible a augmenté. L'écart est comblé par les transferts gouvernementaux, ce qu'on voit rarement. Habituellement, quand il y a une récession, le revenu marchand diminue tout comme le revenu disponible, même si celui-ci diminue un peu moins que le revenu marchand parce qu'il est soutenu par les programmes d'aide du gouvernement.

Nous ne pouvons pas encore dire si nous allons mieux nous en sortir que les autres pays parce que nous avons fourni beaucoup de soutien. L'ampleur de la relance économique dépendra en grande partie des gens : ils doivent sentir qu'ils peuvent reprendre leur vie d'avant la pandémie en toute sécurité.

Si les gens ne se sentent pas en sécurité et qu'ils sont toujours réticents à l'idée de sortir, d'aller au restaurant ou de voyager, alors nous n'aurons pas le même niveau d'activité, et nous ne

That will depend, as I said, on how people feel, if they feel confident to go out again and spend again.

The level of household debt has probably gone down. I don't have the numbers off the top of my head. We have seen savings rates spike not only in Canada but in most other developed economies as a result of the uncertainty and also, to be honest, the lack of opportunities to spend. We can't travel, we can't go out as much as we could, so people are saving more than they used to.

Senator Loffreda: Thank you.

Senator Smith: Thank you to you and your group, Mr. Giroux, for being with us.

In listening to the questions and listening to your feedback, how do you see this unfolding in terms of the economic report if there is no fiscal anchor? What type of fiscal anchors or what types of options would you see the government having if they're hesitant to implement these types of measures? How do you see the impact, and how does it play out if you had to be the person making the analysis? What sort of crystal ball outlook would you provide in terms of how this plays out for big business, small business and for Canadians? How do we move forward? How does this unfold, based on your expertise and the expertise of your group?

I know it's an open-ended question. It is a crystal ball, but if there's anyone who can provide it to us, it would be yourself and your group.

Mr. Giroux: Thank you, senator. In the absence of a fiscal anchor, the consequence is that financial markets, other levels of government and, generally speaking, all actors in the country — Canadian citizens, businesses, financial markets — don't know exactly what is going to be the future direction of the government. The absence of a fiscal anchor can be equated with uncertainty. There's no clear path forward for the government's finances. That's a big question mark for financial markets when they think about Canada and its future direction. That's why fiscal anchors serve a very useful purpose. They provide a sense of direction and a sense of cohesion.

I'm not advocating for one specific type of fiscal anchor, regardless of whether it be a balanced budget come hell or high water, as we had in the late 1990s, or a declining debt-to-GDP ratio or a certain level of growth in expenditures, but something that can anchor expectations. So what is the government going to look like as an aggregate over the next couple of years?

serons pas en meilleure position que les autres pays. Cela va dépendre, comme je l'ai dit, de comment se sentent les gens. Ils doivent sentir qu'ils peuvent de nouveau sortir et dépenser en sécurité.

Le niveau d'endettement des ménages a probablement diminué. Je n'ai pas les chiffres en tête, mais nous avons constaté que les taux d'épargne sont montés en flèche, pas seulement au Canada, mais aussi dans la plupart des autres économies développées, en réaction à l'incertitude, mais aussi, disons-le franchement, parce qu'il y a moins d'endroits où dépenser. Nous ne pouvons pas voyager ni sortir autant que nous le voudrions, alors les gens économisent davantage.

Le sénateur Loffreda : Merci.

Le sénateur Smith : Merci, et merci à votre groupe, monsieur Giroux, d'être avec nous.

J'écoutais les questions et vos commentaires, et je me demandais comment, selon vous, les choses allaient évoluer, en lien avec le rapport économique, s'il n'y a pas de cible budgétaire? D'après vous, quels types de cibles budgétaires ou d'options resterait-il au gouvernement s'il est réticent à mettre en œuvre ce genre de mesures? Quels seront les impacts, et que va-t-il se passer, si vous analysiez la situation? Si vous regardez dans votre boule de cristal, que va-t-il arriver aux grandes entreprises, aux petites entreprises et aux Canadiens? Comment pouvons-nous aller de l'avant? D'après votre expertise et l'expertise de votre groupe, comment les choses vont-elles évoluer?

C'est une question ouverte. Je sais que je vous demande de prédire l'avenir, mais s'il y a une personne ou un groupe qui peut le faire, c'est bien vous.

M. Giroux : Merci, sénateur. Ce qui arrive, quand il n'y a pas de cible financière, c'est que le marché, les autres ordres de gouvernement et, de façon générale, toutes les parties prenantes du pays — les citoyens canadiens, les entreprises et les marchés financiers — n'ont aucune idée claire de l'orientation que prendra le gouvernement. On peut dire que l'absence de cible financière cause de l'incertitude. Il n'y a pas de voie clairement tracée pour les finances du gouvernement. Les marchés financiers sont donc dans la brume, lorsqu'il est question du Canada et de son orientation future. C'est pour cela que les cibles budgétaires remplissent une fonction très importante. Elles donnent une direction et de la cohérence.

Je ne veux pas recommander un type de cible budgétaire plutôt qu'un autre, que ce soit un retour à l'équilibre budgétaire coûte que coûte, comme vers la fin des années 1990, la diminution du ratio de la dette au PIB ou l'augmentation des dépenses jusqu'à un certain niveau, mais il faut qu'il y ait une cible sur laquelle fixer nos attentes. Donc, dans l'ensemble, comment le gouvernement va-t-il s'en sortir au cours des deux ou trois prochaines années?

I'm not the only one advocating for fiscal anchors. My predecessor was also advocating for fiscal anchors for the same reason as I mentioned. It provides a sense of direction. What is the priority, and where is the government headed in a very general sense? Are we headed for very tight fiscal discipline, are we headed for mild discipline or are we headed for no discipline at all? I don't think it's the latter, but questions could be asked in the absence of a fiscal anchor.

A fiscal anchor also makes the life of cabinet, as a decision-making body, a little easier when deciding which priorities to focus on and which ones to push back to later, because the pressures on the executive, on cabinet, and on the Minister of Finance must be immense right now.

Senator Smith: Thank you.

[Translation]

Senator Forest: Here is my second question. We are talking about budgets. It is an increasingly important subject that the Minister of Finance is often asked about. I've been in the Senate for almost four years and I'm always amazed at our budgetary process. The main estimates are tabled, and then a few months later, the supplementary estimates come in. We were talking about fiscal anchors, but in the course of the budget process, does Treasury Board give all the departments targets to achieve, such as to limit spending growth to 1% or 1.5%?

When I was mayor of Rimouski and we issued the directive to produce a budget, according to the law, we had to produce a balanced budget. We then provided budgetary objectives. Wouldn't there be a way to improve the budgetary process in the federal government?

Mr. Giroux: Of course, there would be very good opportunities to improve the budget process. We could talk about it all day long. Going back to your question about whether Treasury Board, the Department of Finance or the Privy Council Office give specific objectives to departments, in my experience — and I've worked on about 20 budgets — the answer is no, with a few rare exceptions. For example, in 2011-12, there was an expenditure reduction exercise. The government then looked at overall spending and asked departments and agencies to develop spending reduction scenarios on the order of 5% and 10%. The same type of exercise occurred in the mid-1990s. Apart from these two major exceptions, generally speaking, the exercise is based on the previous year's data, and rather than wiping the slate clean, restarting or seeking to eliminate certain programs, there are additions. Usually there are additions from year to year. Very rarely do we look back on programs that we have to abandon,

Je ne suis pas le seul qui soit favorable à l'utilisation de cibles budgétaires. Mon prédécesseur a aussi plaidé en faveur de l'utilisation de cibles budgétaires pour les mêmes raisons. Elles donnent une orientation. Elles nous disent quelle est la priorité et où s'en va le gouvernement de façon générale. Est-ce qu'on se dirige vers un fort resserrement de la discipline budgétaire, vers une discipline budgétaire plus souple ou vers une absence complète de discipline? Je doute que nous penchions vers cette dernière option, mais on pourrait poser des questions s'il n'y a pas de cible budgétaire.

Les cibles budgétaires rendent aussi la vie des membres du Cabinet — en tant qu'organe décisionnel — un peu plus simple au moment où ils décident quelles sont les priorités et qu'est-ce qui peut être remis à plus tard. La pression sur l'organe exécutif, sur le Cabinet et sur la ministre des Finances doit être immense actuellement.

Le sénateur Smith : Merci.

[Français]

Le sénateur Forest : Ma deuxième question est la suivante. Nous parlons de budget. C'est un sujet de plus en plus important sur lequel on interpelle souvent le ministre des Finances. Je suis au Sénat depuis presque quatre ans et je suis toujours étonné de voir comment on fait les exercices budgétaires. Le Budget principal des dépenses est déposé, puis, quelques mois plus tard, les Budgets supplémentaires des dépenses arrivent. On parlait d'ancres fiscales, mais, dans l'exercice budgétaire, le Conseil du Trésor donne-t-il à l'ensemble des ministères des objectifs à atteindre, par exemple, de limiter l'augmentation des dépenses à 1 % ou 1,5 %?

Quand j'étais maire de Rimouski et qu'on lançait la directive pour produire un exercice budgétaire, conformément à la loi, on se devait d'avoir un budget équilibré. On donnait alors un objectif budgétaire. N'y aurait-il pas moyen d'améliorer le processus de l'exercice budgétaire au gouvernement fédéral?

M. Giroux : Bien sûr, il y aurait de très bonnes occasions d'améliorer le processus budgétaire. On pourrait en parler toute la journée. Pour revenir à votre question, à savoir si le Conseil du Trésor, le ministère des Finances ou le Bureau du Conseil privé donnent des objectifs spécifiques aux ministères, selon mon expérience — et j'ai travaillé sur une vingtaine de budgets —, la réponse est non, sauf à quelques rares exceptions. Par exemple, en 2011-2012, il y a eu un exercice de réduction des dépenses. Le gouvernement s'est alors penché sur l'ensemble des dépenses et a demandé aux ministères et aux agences de développer des scénarios de réduction des dépenses de l'ordre de 5 % et 10 %. Le même type d'exercice s'est produit au milieu des années 1990. À part ces deux grandes exceptions, en général, on se base sur les données de l'année précédente et on ajoute plutôt que de faire table rase, recommencer ou chercher à éliminer certains programmes. D'habitude, il y a des ajouts d'année en année. Il est très rare qu'on jette un regard rétrospectif sur des

except for those that are coming to an end, of course. Generally speaking, we just add a layer each year, to express things in a general way and in layman's terms.

Senator Forest: In the current context, in my opinion as a manager of public funds, with the debt that we will have to assume, especially if there is a rise in interest rates, it is completely irresponsible to never set guidelines in a budget exercise. If I had proceeded this way with the City of Rimouski, I would not have obtained several mandates.

We have a moral responsibility and a responsibility for efficiency, since we are dealing with public funds. We must reflect, analyze and take responsibility for our budget choices in a very historic context. The scale of the measures put in place to support Canadians most at risk is extraordinary.

Mr. Giroux: With the advent of telework because of COVID and the fact that many thousands of public servants have been unable to perform their duties for periods sometimes longer than a few days, many ministers will wonder if they need all of these services, all of the things that exist in the arsenal of the public service, including office space with lots of people who will prefer to work from home. I am not going to say any more, because I see that the chair probably has other senators on the list who want to ask questions.

Senator Forest: It would be interesting if we could take a day to talk about that.

[English]

Senator Marshall: Thank you, Mr. Giroux.

This is something that I've been working on myself and I'm sure Mr. Stanton won't be surprised by my question.

Where the government is not providing a lot of financial information, is it possible to determine the amount of the supply bill that has to come so we have a supply bill for all of the Main Estimates?

I don't know if I've expressed myself properly or not, but we have the supply bill for each of Supplementary Estimates (A) and (B), but what's in Supplementary Estimates (A) and (B) shouldn't cross over into Main Estimates, I wouldn't think. Is it possible to calculate the next supply bill that we'll see so that government has all of their Main Estimates money supply?

programmes qu'on doit abandonner, sauf ceux qui viennent à terme, évidemment. De façon générale, on ne fait qu'en ajouter une couche chaque année, pour rester dans les généralités et les termes plus profanes.

Le sénateur Forest : Dans le contexte actuel, comme gestionnaire de fonds publics, avec la dette que nous devons assumer, surtout s'il y a une hausse des taux d'intérêt, à mon avis, il est tout à fait irresponsable de ne jamais se donner de balises dans un exercice budgétaire. Si j'avais procédé ainsi à la Ville de Rimouski, je n'aurais pas obtenu plusieurs mandats.

Nous avons une responsabilité morale et une responsabilité en matière d'efficacité, puisqu'il s'agit de fonds publics. Nous devons entreprendre une réflexion, faire une analyse et assumer notre responsabilité en ce qui concerne nos choix budgétaires dans un contexte tout à fait historique. L'ampleur des mesures mises en place pour soutenir les Canadiens et les Canadiennes plus fragilisés est extraordinaire.

M. Giroux : Avec l'avènement du télétravail à cause de la COVID et en raison du fait que plusieurs milliers de fonctionnaires n'ont pu remplir leurs fonctions pendant des périodes parfois plus longues que quelques jours, beaucoup de ministres vont se demander s'ils ont besoin de tous ces services, de tout ce qui existe dans l'arsenal de la fonction publique, notamment les espaces de bureaux comptant une quantité de gens qui vont préférer travailler à partir de la maison. Je ne vais pas en dire davantage, parce que je vois que le président a probablement d'autres sénateurs sur la liste qui veulent poser des questions.

Le sénateur Forest : Il serait intéressant que l'on puisse prendre une journée pour en parler.

[Traduction]

La sénatrice Marshall : Merci, monsieur Giroux.

Je suis sûre que M. Stanton ne sera pas surpris de ma question; c'est quelque chose sur quoi je travaille personnellement.

Si le gouvernement ne donne pas beaucoup d'informations financières, serait-il possible d'établir les montants dans le projet de loi de crédits à venir, afin que nous ayons un projet de loi de crédits qui correspond à l'ensemble du Budget principal des dépenses?

Je ne sais pas si je me suis bien exprimée, mais nous avons un projet de loi de crédits pour les deux budgets supplémentaires des dépenses, (A) et (B), mais le contenu des budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B) ne devrait pas être inclus dans le Budget principal des dépenses, du moins, c'est ce que je crois. Serait-il possible de calculer le prochain projet de loi de crédits de façon à ce que le gouvernement ait la totalité des crédits pour le Budget principal des dépenses?

Mr. Giroux: Senator, to answer that question we would need to know what the government is planning and has not yet announced. The government won't reveal these types of things to me, to say the least, so to know what will be in Supplementary Estimates (C), we need to know what it is that the government is working on and has not yet announced, or what it is that the government plans on spending that it has announced but for which costs are more important than we expected.

I cannot provide that type of analysis or information. Only the government can because they know what they have in the works and what they plan on doing between now and March 31, and I don't.

Senator Marshall: If we put Supplementary Estimates (C) aside, is it able to determine how much of a supply bill we need in order to get all the money that's been earmarked in Main Estimates?

Mr. Giroux: The mains are the basis and then Supplementary Estimates (A), (B) and (C) are in addition. So you cannot really start from Main Estimates and try to determine how much you will need in Supplementary Estimates (C) to get to Main Estimates. The Main Estimates are the first layer, the bigger layer, and then Supplementary Estimates (A) are in addition to, Supplementary Estimates (B) in addition to, and Supplementary Estimates (C), again, in addition to, generally speaking.

Senator Marshall: All right.

Mr. Giroux: Are you confused yet, senator?

Senator Marshall: No, I'm not. I can follow you. Thank you.

The Chair: Before we conclude the first panel, Mr. Giroux, I want to take this opportunity to say thank you very much to you and your team. You have always been available upon request to come to the Finance Committee.

[Translation]

We greatly appreciate that, as well as your professionalism.

[English]

You also said that further information will be provided in writing. Without a doubt, our clerk will be contacting your office so that we can have the information in writing on an expedited basis so we can meet our target with the Senate of Canada in tabling our report.

M. Giroux : Sénatrice, pour répondre à cette question, il faudrait savoir ce que le gouvernement planifie et qu'il n'a toujours pas annoncé. Le gouvernement ne me révélerait certainement pas ce genre de choses et, pour savoir ce qu'il y aura dans le Budget supplémentaire des dépenses (C), nous aurions besoin de savoir sur quoi le gouvernement travaille, même si cela n'a pas été annoncé. Il faudrait aussi savoir si les coûts relatifs aux dépenses annoncées sont plus importants que prévu.

Je ne peux pas vous fournir ce genre d'analyse ou d'information. Il n'y a que le gouvernement qui le peut, parce que lui sait ce qu'il prépare et ce qu'il prévoit de faire d'ici le 31 mars. En ce qui me concerne, je ne le sais pas.

La sénatrice Marshall : Si on oublie le Budget supplémentaire des dépenses (C), pourrait-il établir le montant dont nous avons besoin dans un projet de loi de crédits pour avoir tout l'argent prévu au Budget principal des dépenses?

M. Giroux : Le Budget principal des dépenses représente les dépenses principales, et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) sont les dépenses supplémentaires. Donc, vous ne pouvez pas vraiment commencer du Budget principal des dépenses pour essayer de déterminer de combien d'argent vous aurez besoin dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) pour atteindre le Budget principal des dépenses. Le Budget principal des dépenses représente la première couche, la couche principale, et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) sont les couches supplémentaires, pour ainsi dire.

La sénatrice Marshall : D'accord.

M. Giroux : Avez-vous du mal à comprendre, sénatrice?

La sénatrice Marshall : Non, pas du tout. Je vous suis. Merci.

Le président : Avant de dire au revoir à notre premier groupe, monsieur Giroux, je vais profiter de l'occasion pour vous remercier chaleureusement, votre équipe et vous. Vous vous êtes toujours rendu disponible quand le comité des finances l'a demandé.

[Français]

Nous l'apprécions énormément, ainsi que votre professionnalisme.

[Traduction]

Vous avez aussi dit que vous alliez nous transmettre d'autres renseignements par écrit. Soyez assuré que notre greffière contactera votre bureau afin que nous puissions obtenir rapidement cette information. Nous en avons besoin pour déposer notre rapport, le rapport du Sénat du Canada, avant la date limite.

Also, as I conclude, you have heard me before as chair saying that our committee's motto is all about transparency, accountability, predictability and reliability. You're a great help in having our committee meet its objective.

Honourable senators, for our second panel, from Transport Canada, we welcome Ryan Pilgrim, Chief Financial Officer and Assistant Deputy Minister, Corporate Services; he is accompanied by Kevin Brosseau, Assistant Deputy Minister, Safety and Security; Anuradha Marisetti, Assistant Deputy Minister, Programs; and Lawrence Hanson, Assistant Deputy Minister, Policy.

We also welcome, honourable senators, from Innovation, Science and Economic Development Canada, Douglas McConnachie, Assistant Deputy Minister and Chief Financial Officer, Corporate Management Sector; he is accompanied by Stéphane Lagacé, Vice-President, Finance and Corporate Services, Atlantic Canada Opportunities Agency; Margaret Buist, Vice-President Policy, Planning, Communications and NPMO, Canadian Northern Economic Development Agency; Guy Lepage, Vice-President, Corporate Services, Canada Economic Development for Quebec Regions; Lisa St-Amour, Chief Financial Officer, Federal Economic Development Agency for Southern Ontario; and Ryan Dunford, Director General, Policy, Planning and Analytics, Western Economic Diversification Canada.

Welcome to all the witnesses, and thank you again for accepting our invitation to be present at the National Finance Committee.

I have been informed that Mr. Ryan Pilgrim will make opening remarks, to be followed by Mr. Douglas McConnachie. Following your comments, we will then proceed to questions and your answers to the senators.

[Translation]

Ryan Pilgrim, Chief Financial Officer and Assistant Deputy Minister, Corporate Services, Transport Canada: We are pleased to be here to discuss Transport Canada's Main Estimates and Supplementary Estimates (B) for fiscal year 2020-21.

These estimates also include items for other organizations within the Minister of Transport's portfolio, including the Federal Bridge Corporation Limited (FBCL), the Canadian Air Transport Security Authority (CATSA), Marine Atlantic Inc. (MAI), and VIA Rail Canada Inc.

Today's meeting takes place amid unprecedented circumstances created by the global COVID-19 pandemic. The transportation sector across our country has been profoundly impacted. Funding provided through these estimates will support

Aussi, pour conclure, vous m'avez déjà entendu dire, en tant que président du comité, que notre mot d'ordre est transparence, reddition de comptes, prévisibilité et fiabilité. Sachez que vous avez beaucoup aidé notre comité à atteindre son objectif.

Honorables sénateurs et sénatrices, nous accueillons notre deuxième groupe, des représentants de Transports Canada : M. Ryan Pilgrim, dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint, Services généraux; M. Kevin Brosseau, sous-ministre adjoint, Sécurité et sûreté; Mme Anuradha Marisetti, sous-ministre adjointe, Programmes; et M. Lawrence Hanson, sous-ministre adjoint, Politiques.

Nous accueillons aussi, honorables sénateurs et sénatrices, M. Douglas McConnachie, dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint, Secteur de la gestion intégrée d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; accompagné de M. Stéphane Lagacé, vice-président, Finances et Services corporatifs, Agence de promotion économique du Canada atlantique; Mme Margaret Buist, vice-présidente, Politiques, planification, communications et BGPN, Agence canadienne de développement économique du Nord; M. Guy Lepage, vice-président, Services corporatifs, Développement économique Canada pour les régions du Québec; Mme Lisa St-Amour, dirigeante principale des finances, Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario; et M. Ryan Dunford, directeur général, Politiques, planification et analyse, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada.

Bienvenue à tous les témoins, et merci encore d'avoir accepté notre invitation à venir témoigner devant le comité des finances nationales.

J'ai été informé que M. Ryan Pilgrim allait faire sa déclaration préliminaire en premier et sera suivi de M. Douglas McConnachie. Les sénateurs et sénatrices auront ensuite des questions pour vous.

[Français]

Ryan Pilgrim, dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint, Services généraux, Transports Canada : Nous sommes ravis d'être ici aujourd'hui pour discuter du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses de Transports Canada pour l'exercice 2020-2021.

Ce budget des dépenses comprend également des éléments destinés à d'autres organisations qui font partie du portefeuille du ministre des Transports, notamment la Société des ponts fédéraux Limitée, l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, Marine Atlantique et VIA Rail Canada.

La réunion d'aujourd'hui a lieu dans des circonstances sans précédent causées par la pandémie mondiale de COVID-19. Or, le secteur des transports a été durement touché, et ce, dans l'ensemble du pays. Le financement fourni dans le cadre de ce

a wide variety of initiatives, and will enable the department to adapt to rapidly changing circumstances while continuing to deliver a high level of service to Canadians.

[English]

Through the 2020-21 Main Estimates, Transport Canada sought funding of \$1.9 billion, including \$726 million for operating expenditures, \$150.6 million in capital expenditures, \$791.3 million for grants and contributions and \$231.6 million in statutory authorities.

Despite the impact of the pandemic, the department remains focused on delivering on its commitments and priorities. One such priority is the National Trade Corridors Fund, part of the Trade and Transportation Corridors Initiative, which was announced in November 2016. Funding for this program will support Canadian trade by strengthening connectivity between the various modes of transportation. It will also address the transportation needs of northern territorial communities and increase the resilience of the Canadian transportation system in a changing climate.

Similarly, funding is sought to protect Canada's coastlines and waterways. This initiative is part of a Budget 2017 commitment, providing over \$1.5 billion to Transport Canada and several other departments to implement the Government of Canada's Oceans Protection Plan. This initiative will support the continued modernization and strengthening of Canada's marine transportation system.

These estimates will also ensure the continuation of the Zero Emission Vehicle Infrastructure Program. This program enables the federal government to provide purchase incentives to Canadians in an effort to increase the adoption of zero-emission vehicles. This program demonstrates the department's commitment to investing in a cleaner, more sustainable future by reducing our air pollution. It will also contribute to the commitment of climate accountability legislation and its net-zero target for greenhouse gas emissions by 2050.

[Translation]

Following the Main Estimates, Transport Canada is seeking additional funding of \$517.1 million through the Supplementary Estimates (B), in order to move forward on several high priority initiatives.

One such initiative focuses on the need to keep our communities connected as a result of the pandemic. To ensure that Canadians continue to receive the food, medical supplies

budget permettra d'appuyer une vaste gamme d'initiatives et donnera au ministère les moyens de s'adapter à des circonstances en constante évolution, tout en assurant la prestation de services de haute qualité pour les Canadiens.

[Traduction]

Au titre du Budget principal des dépenses de 2020-2021, Transports Canada sollicite un financement de 1,9 milliard de dollars, dont 726 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement, 150,6 millions de dollars pour les dépenses en immobilisations, 791,3 millions de dollars pour les subventions et les contributions et 231,6 millions de dollars pour les autorisations législatives.

Le ministère demeure déterminé à respecter ses engagements et ses priorités, en dépit de la pandémie. Une de ces priorités est le Fonds national des corridors commerciaux, qui fait partie de l'Initiative des corridors de commerce et de transport annoncée en novembre 2016. Le financement de ce programme contribuera à appuyer le commerce canadien en renforçant la connectivité entre les divers modes de transport. Il permettra également de répondre aux besoins de transport des collectivités du Nord et de renforcer la résilience du réseau de transport canadien face aux changements climatiques.

Des fonds sont également sollicités pour la protection des côtes et des voies navigables du Canada. Cette initiative fait partie des engagements pris dans le budget de 2017 qui accordait plus de 1,5 milliard de dollars à Transports Canada et à d'autres ministères pour la mise en œuvre du Plan de protection des océans du gouvernement du Canada, une initiative visant à appuyer la modernisation continue et le renforcement du réseau de transport maritime du Canada.

Ce budget supplémentaire permettra aussi d'assurer la continuité du programme pour l'achat de véhicules zéro émission. Ce programme permet au gouvernement fédéral d'offrir aux Canadiens des incitatifs à l'achat en vue de les encourager à acquérir des véhicules zéro émission. Il démontre également la détermination du ministère à investir dans un avenir plus propre et plus durable grâce à la réduction de la pollution atmosphérique et son engagement à l'égard de la nouvelle législation sur la responsabilité climatique du gouvernement fédéral stimulant une émission nette de gaz à effet de serre nulle d'ici 2050.

[Français]

Après le Budget principal des dépenses, Transports Canada demande un financement additionnel de 517,1 millions de dollars par l'entremise du Budget supplémentaire des dépenses (B), afin de faire avancer plusieurs initiatives hautement prioritaires.

Une de ces initiatives met l'accent sur la nécessité de garder nos collectivités branchées en raison de la pandémie. Un financement est demandé pour assurer les services aériens

and essential goods and services they need, funding is sought for the provision of essential air service to remote communities.

Through a new contribution program, this funding will provide transition support to air carriers providing service to remote communities across the country's provinces, territories and Indigenous communities.

To further support the delivery of essential services to our communities, funding is also being sought to ensure year-round ferry service to the remote community of Îles de la Madeleine. This funding will enable the purchase and refit of the *MV Villa de Teror*, which will provide an interim solution until a new replacement vessel being built by Davie shipbuilding is ready for service.

[English]

Transport Canada remains dedicated to the divestiture of its ports, which will support the most effective use of this infrastructure by local communities and clientele. As such, funding is requested in support of the Ports Asset Transfer Program. This funding will allow the department to continue reducing its role as the owner and operator of many Canadian ports, while ensuring that they continue to be operated effectively until the time of the transfer.

The aforementioned initiatives represent a small sample of those for which we are seeking funding through these estimates. This funding will enable Transport Canada to offer Canadians a trustworthy and dependable transportation system that has adapted to the pressures and uncertainty created by the pandemic without compromising the priorities and commitments that existed before its onset.

My colleagues and I will be happy to answer any questions that the committee might have.

The Chair: Thank you, Mr. Pilgrim.

Douglas McConnachie, Assistant Deputy Minister and Chief Financial Officer, Corporate Management Sector, Innovation, Science and Economic Development Canada: Honourable senators and officials, I am Doug McConnachie, Chief Financial Officer and Assistant Deputy Minister of the Corporate Management Sector at Innovation, Science and Economic Development Canada. Joining me today are my colleagues from the Atlantic Canada Opportunities Agency, the Canadian Northern Economic Development Agency, Canada Economic Development for Quebec Regions, the Federal Economic Development Agency for Southern Ontario and Western Economic Diversification Canada.

essentiels pour les collectivités éloignées, afin que tous les Canadiens continuent d'avoir accès à de la nourriture, aux fournitures médicales et aux biens et services essentiels dont ils ont besoin.

Offert dans le cadre d'un nouveau programme de contributions, ce financement fournira un soutien à la transition pour les transporteurs aériens qui desservent les collectivités éloignées des provinces, des territoires et des communautés autochtones.

Pour appuyer la prestation de services essentiels à nos communautés, des fonds supplémentaires sont sollicités, notamment pour assurer le maintien, pendant toute l'année, du service de traversier qui dessert la collectivité éloignée des îles de la Madeleine. Ces fonds permettront l'achat du NM *Villa de Teror*, qui sera en fonction en attendant la mise en service du nouveau navire actuellement en construction au Chantier Davie.

[Traduction]

Transports Canada demeure déterminé à poursuivre le processus de cession de ses ports qui favorisera une utilisation plus efficace de ces infrastructures pour les collectivités locales et la clientèle. À ce titre, des fonds sont sollicités pour appuyer le Programme de transfert des installations portuaires. Ces fonds permettront au ministère de réduire son rôle en tant que propriétaire et exploitant de nombreux ports du Canada, tout en veillant à ce qu'ils continuent d'être exploités avec efficacité jusqu'au moment du transfert.

Les initiatives susmentionnées ne constituent qu'une petite partie de celles pour lesquelles nous sollicitons des fonds dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses. Ces fonds permettront à Transports Canada de continuer à offrir aux Canadiens un réseau de transport fiable et digne de confiance, apte à répondre aux pressions et à l'incertitude résultant de la pandémie, sans pour autant compromettre les priorités et les engagements qui existent déjà.

Mes collègues et moi-même répondrons avec plaisir aux questions des membres du comité.

Le président : Merci, monsieur Pilgrim.

Douglas McConnachie, sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances, Secteur de la gestion intégrée, Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Bonjour, monsieur le président, honorables sénateurs et membres du comité. Je suis Douglas McConnachie, dirigeant principal des finances et sous-ministre adjoint du Secteur de la gestion intégrée à Innovation, Sciences et Développement économique. Mes collègues de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, de Développement économique Canada pour les régions du Québec, de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

We are pleased to be here today to provide you with an overview of the \$744.1 million in authorities that has been requested for the Regional Development Agencies, or RDAs as we call them, through the 2020-21 Supplementary Estimates (B), the majority of which is in response to the COVID-19 pandemic.

[Translation]

Canada's regional development agencies are front-line practitioners in economic development in Canada. They help address key economic challenges by providing programs, services, information and advice that are well suited to the various regions. In recent months, the Prime Minister has announced a series of measures that will be implemented through the regional development agencies to help Canadians and Canadian businesses deal with the challenges posed by the COVID-19 pandemic.

[English]

These measures include the Regional Relief and Recovery Fund, the Canadian Seafood Stabilization Fund and the Women Entrepreneurship Strategy Ecosystem Fund.

These measures represent a combined investment of \$1.6 billion in 2020-21. Of this total, \$960 million was approved through the 2020-21 Supplementary Estimates (A), and the balance of \$671 million is being requested through these Supplementary Estimates (B).

I will now provide a brief overview of each measure, starting with the Regional Relief and Recovery Fund.

The COVID-19 pandemic is significantly affecting businesses, workers and communities across the country. The government has recognized that some business owners and support organizations have not been able to access other federal emergency support measures. To address these gaps, \$1.5 billion was announced for the RRRF. Of this amount, \$600 million is included in these Supplementary Estimates (B) to further help businesses and organizations continue their operations, including paying their employees. This funding will also help to support projects by businesses, organizations and communities to prepare for a successful recovery.

I will now speak to the Canadian Seafood Stabilization Fund.

et de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada se joignent à moi aujourd'hui.

Nous sommes heureux d'être ici aujourd'hui pour vous donner un aperçu des 744,1 millions de dollars en autorités demandés par les agences de développement régional dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2020-2021, dont la majorité est en réaction à la pandémie de COVID-19.

[Français]

Les agences de développement régionales du Canada sont des intervenantes de première ligne en matière de développement économique au pays. Elles aident à surmonter les principaux défis économiques en offrant des programmes, des services, des renseignements et des conseils éclairés bien adaptés aux diverses régions. Au cours des derniers mois, le premier ministre a annoncé une série de mesures qui seront mises en œuvre par le biais des agences de développement régionales afin d'aider les Canadiens et les entreprises canadiennes à affronter les difficultés occasionnées par la pandémie de COVID-19.

[Traduction]

Ces mesures comprennent le Fonds d'aide et de relance régionale, le Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer et le Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.

Ces mesures représentent un investissement cumulatif de 1,6 milliard de dollars en 2020-2021. De cette somme, 960 millions de dollars ont été approuvés dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2020-2021, et la balance de 671 millions de dollars est demandée dans le cadre du présent Budget supplémentaire des dépenses (B).

Je vais maintenant vous donner un bref aperçu de chaque mesure, en commençant par le Fonds d'aide et de relance régionale.

La pandémie de COVID-19 affecte de manière significative les entreprises, les travailleurs et les collectivités à travers le pays. Le gouvernement reconnaît que certains propriétaires d'entreprises et organismes de soutien aux entreprises n'ont pas pu accéder à d'autres programmes fédéraux de soutien d'urgence. Pour combler ces lacunes, un montant de 1,5 milliard de dollars a été annoncé dans le cadre du Fonds d'aide et de relance régionale. De ce montant, 600 millions de dollars sont inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (B) pour aider davantage les entreprises et les organisations à continuer de fonctionner et à payer leurs employés. Ce financement contribuera également à soutenir les projets lancés par des entreprises, des organisations et des collectivités pour se préparer à la relance.

Je vais maintenant parler du Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer.

The COVID-19 pandemic has been challenging for fish and seafood processors, which are key to our economy, as well as the strength of our food system. The Canadian Seafood Stabilization Fund aims to provide \$62.5 million to support the fishing, aquaculture and processing sectors, which are facing unprecedented financial hardship due to the pandemic. Of this amount, \$56.8 million is included in Supplementary Estimates (B) for three RDAs, including the Atlantic Canada Opportunities Agency, Western Economic Diversification Canada and Canada Economic Development for Quebec Regions.

Finally, the Women Entrepreneurship Strategy (WES) Ecosystem Fund was announced in response to the disproportionate impact of the COVID-19 pandemic on women entrepreneurs. The pandemic has severely affected sectors where women entrepreneurs are most present, such as retail, hospitality and food services. To address these realities and advance the economic empowerment of women, \$15 million in additional funding was announced for the Women Entrepreneurship Strategy. This funding will be provided to select organizations that are currently recipients of the WES Ecosystem Fund to help women entrepreneurs through the COVID-19 pandemic.

[Translation]

In closing, I would like to reaffirm our commitment to the stewardship of public resources during these unprecedented times. The delivery of these important initiatives are supported by a strong internal control framework and robust practices for monitoring and reporting on COVID-19-related expenditures and to ensure that expected results are achieved for Canadians.

Mr. Chair, I would like to thank the committee for giving us an opportunity to discuss these requests with you today. My colleagues and I would be pleased to answer any questions that you may have at this time.

The Chair: Thank you for your statement, Mr. McConnachie.

[English]

Senator Marshall: My question is for Transport Canada. Mr. Pilgrim, in your opening remarks, you referred to the marine vessel *MV Villa de Teror*, and I see she was purchased by the government in September, so could you give me some information on her? Where was she purchased or from whom, and where was she in service? Could you provide that information as a start?

La pandémie de COVID-19 a mis au défi les transformateurs de produits de la mer, qui sont essentiels à notre économie, ainsi que la force de notre système alimentaire. Le Fonds canadien de stabilisation des produits de la mer a pour but de fournir 62,5 millions de dollars afin de soutenir les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la transformation qui sont confrontés à des difficultés financières sans précédent en raison de la pandémie. De ce montant, 56,8 millions de dollars sont inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (B) pour trois agences de développement régionales : l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest et Développement économique Canada pour les régions du Québec.

Enfin, le Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat a été annoncé en réaction à l'impact démesuré de la pandémie de COVID-19 sur les femmes entrepreneures. La pandémie a durement touché des secteurs comme le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, des secteurs où les femmes entrepreneures sont les plus présentes. Pour remédier à cette situation et favoriser l'autonomisation économique des femmes, un financement supplémentaire de 15 millions de dollars a été annoncé pour la Stratégie des femmes en entrepreneuriat. Ce financement sera accordé à certaines organisations qui bénéficient actuellement du Fonds pour l'écosystème afin d'aider les femmes entrepreneures tout au long de la pandémie de COVID-19.

[Français]

En terminant, je voudrais réaffirmer notre engagement à assurer une saine gestion des ressources publiques à cette occasion sans précédent. La réalisation de ces initiatives importantes est soutenue par un cadre de contrôle interne et des pratiques rigoureuses pour surveiller et rendre compte des dépenses liées à la COVID-19, et pour s'assurer que les résultats escomptés sont atteints pour les Canadiens.

Je tiens à remercier le comité de nous avoir donné l'occasion de discuter avec vous aujourd'hui. Mes collègues et moi serons heureux de répondre à vos questions.

Le président : Merci de votre présentation, monsieur McConnachie.

[Traduction]

La sénatrice Marshall : Ma question s'adresse à Transports Canada. Monsieur Pilgrim, dans votre déclaration, vous avez parlé du navire à moteur *Villa de Teror*. Je remarque que ce navire a été acheté par le gouvernement en septembre, et je voulais savoir si vous pouviez me donner un peu d'information à son sujet. D'où vient ce navire, et de qui l'a-t-on acheté? Où ce navire était-il en service? Pouvez-vous nous donner de l'information à ce sujet, pour commencer?

Mr. Pilgrim: I will start and then pass it over to my colleague Ms. Marisetti. We purchased the vessel from Spain, where it was in service of Viking Cruises, and it should be arriving in Canada in January, 2021, to enter into service shortly thereafter.

Senator Marshall: I was going to start talking money, now. The amount in Supplementary Estimates (B) is \$180 million, but I think the purchase price was \$155 million, so what is the difference? Is that taxes or other costs? What's in the \$25 million difference?

Mr. Pilgrim: It's the costs to refit the vessel for Canadian requirements and some port adjustments to get the port ready to receive the vessel.

Senator Marshall: Is that the total cost to refit her, the \$25 million? Do you think it will be done for that amount?

Anuradha Marisetti, Assistant Deputy Minister, Programs, Transport Canada: Of the total amount that's over the purchase price of the vessel, there are, as my colleague Ryan Pilgrim mentioned, the costs of refitting it to bring it to Canadian waters, making sure it is winterized and making the adjustments to the port. Altogether, that is the difference. The repairs cost close to about \$10 million, and the port repairs are also close to — I will give you the number in a moment, but the balance is that.

Senator Marshall: So the \$180 million should do it? We're expecting to see Supplementary Estimates (C) soon. What you're saying is we won't see any money in Supplementary Estimates (C), and we shouldn't see money in Main Estimates next year?

Ms. Marisetti: Correct.

Senator Marshall: Where is she being refitted to?

Ms. Marisetti: Part of the refitting to make her seaworthy is being done in Spain, and then the rest of the work to winterize it will be done in Atlantic Canada.

Senator Marshall: Do you know which specific shipyard will do the rest of the work in Canada?

Ms. Marisetti: That's to be worked out with the operator. There will be a competitive process to identify the shipyards that could do the work, and then the contracts will be awarded based on that by the contractor.

M. Pilgrim : Je vais commencer, puis je vais céder la parole à ma collègue, Mme Marisetti. Nous avons acheté le navire à l'Espagne, où il était exploité par l'entreprise Viking Cruises. Il devrait arriver au Canada en janvier 2021 et être mis en service peu de temps après.

La sénatrice Marshall : Parlons d'argent, maintenant. Le montant indiqué dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) est de 180 millions de dollars, mais je crois que le prix d'achat était de 155 millions de dollars. D'où vient cette différence? Y avait-il des taxes ou d'autres coûts? Pourquoi y a-t-il une différence de 25 millions de dollars?

M. Pilgrim : Ce sont les coûts pour les travaux de radoub, afin que le navire soit conforme aux exigences canadiennes, ainsi que pour quelques travaux d'aménagement du port afin qu'il soit prêt à accueillir le navire.

La sénatrice Marshall : Donc, le coût total des travaux de radoub est de 25 millions de dollars? Croyez-vous que c'est tout ce que cela va coûter?

Anuradha Marisetti, sous-ministre adjointe, Programmes, Transports Canada : Les sommes supplémentaires au coût d'achat du navire serviront, comme mon collègue Ryan Pilgrim l'a dit, aux travaux de radoub, afin que le navire puisse circuler en eaux canadiennes, à son aménagement pour l'hiver et aussi à l'aménagement du port. Voilà pourquoi les montants sont différents. Les réparations coûtent près de 10 millions de dollars, et les réparations du port, près de... Je vais pouvoir vous donner le montant dans un instant, mais c'est ce qui explique la différence.

La sénatrice Marshall : Donc, les 180 millions de dollars devraient être suffisants? Nous nous attendons à voir bientôt le Budget supplémentaire des dépenses (C). Ce que vous dites, c'est que nous ne verrons pas d'argent dans ce budget et que nous ne devrions pas en voir dans le Budget principal des dépenses l'an prochain?

Mme Marisetti : Exact.

La sénatrice Marshall : Où l'envoie-t-on se faire caréner?

Mme Marisetti : Une partie du carénage pour assurer sa navigabilité se fait en Espagne, puis le reste du travail pour l'hiverner se fera dans le Canada atlantique.

La sénatrice Marshall : Savez-vous quel chantier naval précis fera le reste du travail au Canada?

Mme Marisetti : Cette question doit être réglée avec l'exploitant. On utilisera un processus concurrentiel pour recenser les chantiers navals qui pourraient faire le travail, puis l'exploitant attribuera les contrats en fonction de cela.

Senator Marshall: Thank you. The Main Estimates are down, and there have been two money bills that have gone through for your Main Estimates. Are you able to tell us how much of the money in your Main Estimates you have not received to spend yet?

Mr. Pilgrim: There is a bit of a holdback government-wide in the interim supply of 1%, so we have not received the full supply this year from the Mains, along with all of our other departments.

Senator Marshall: Do you know what the dollar amount is? I'm asking because I'm wondering if I can calculate it myself. Do you have the number? If you have the number, I should be able to get too.

Mr. Pilgrim: I will ask my folks to come back to you in a minute on that. I believe it's 1% of the \$1.9 billion. That's what we still have not received, but I'll confirm that number.

Senator Marshall: But you have the rest? It's only 1% remaining?

Mr. Pilgrim: There is money sought through Treasury Board submissions, so there's probably more detail regarding the exact number in the bank account.

Senator Marshall: If you can get me the number you have not received approval to spend, that would be great. Thank you.

The Chair: Mr. Pilgrim, make sure you relate this directly through the clerk as soon as possible. Thank you.

[Translation]

Senator Forest: I will yield my speaking time to my colleague Senator Pat Duncan.

[English]

Senator Duncan: Thank you to Senator Forest for generously giving me his question. Thank you, Mr. Pilgrim, and the other officials, for your appearance here today.

Joe Sparling of Air North presented to the Senate Finance Committee on behalf of the Northern Air Transport Association earlier this year. His recommendations were included in the Senate Finance Committee report on COVID-19. In my speech at third reading of Bill C-9, I made reference to Air North and Joe Sparling's request for cooperation instead of competition. This is a particularly important point for a number of businesses.

La sénatrice Marshall : Merci. Le Budget principal des dépenses a diminué, et deux projets de loi de finances ont été adoptés pour ce budget. Pourriez-vous nous dire quelle partie de votre Budget principal des dépenses vous n'avez pas encore reçue pour dépenser?

M. Pilgrim : Il y a une certaine retenue à l'échelon du gouvernement dans les crédits provisoires de 1 %, et nous n'avons pas encore reçu la totalité des crédits de l'exercice faisant partie du Budget principal des dépenses, comme tous nos autres ministères.

La sénatrice Marshall : Savez-vous quel est le montant en dollars? Je pose la question parce que je me demande si je peux le calculer moi-même. Avez-vous le chiffre? Si vous l'avez, je devrais pouvoir y arriver.

M. Pilgrim : Je vais demander à mes collègues de vous revenir à ce sujet dans une minute. Je crois que c'est 1 % du 1,9 milliard de dollars. C'est ce que nous n'avons pas encore reçu, mais je confirmerai ce chiffre.

La sénatrice Marshall : Mais avez-vous le reste? C'est seulement 1 % qui reste?

M. Pilgrim : C'est de l'argent demandé par l'intermédiaire des présentations au Conseil du Trésor, donc il y a probablement plus de détails concernant le chiffre exact dans le compte bancaire.

La sénatrice Marshall : Si vous pouvez me trouver le chiffre pour lequel vous n'avez pas reçu d'approbation de dépense, ce serait formidable. Merci.

Le président : Monsieur Pilgrim, assurez-vous de nous transmettre cette information directement par l'entremise de la greffière le plus tôt possible. Merci.

[Français]

Le sénateur Forest : Je vais céder mon temps de parole à ma collègue la sénatrice Pat Duncan.

[Traduction]

La sénatrice Duncan : Je remercie le sénateur Forest de m'avoir généreusement donné sa question. Merci, monsieur Pilgrim, et merci aux autres représentants, de comparaître ici aujourd'hui.

Plus tôt cette année, Joe Sparling d'Air North s'est présenté devant le Comité sénatorial des finances au nom de la Northern Air Transport Association. Ses recommandations ont été incluses dans le rapport du Comité sénatorial des finances sur la COVID-19. Dans mon discours lors de la troisième lecture du projet de loi C-9, j'ai fait allusion à Air North et à la demande de Joe Sparling pour une collaboration plutôt qu'un concours. C'est

The federal transport minister, Marc Garneau, has announced his intention to develop an aid package for the airline industry, and in response to this, there was a Yukon regional air market fall 2020 update provided by Mr. Sparling. In it, he makes these arguments more eloquently than I can and with the numbers to support them. The executive summary will be submitted to all the members of the Finance Committee, as well as our witnesses today.

I'd like to focus on the money. Transport Canada is asking for nearly \$116 million to provide essential air services to remote communities, and we have recently learned in the Yukon that NAV CANADA is considering potentially closing control towers at seven regional airports, including the international airport at Whitehorse, Yukon. Are any of the funds requested by Transport Canada being put towards ensuring these control towers remain operational to maintain safety in Canadian airspace, and if not, what does Transport Canada propose we do to keep the regional towers operational?

Mr. Pilgrim: Thank you for your question. I'm looking around the room to pass it to my colleague Mr. Hanson.

Lawrence Hanson, Assistant Deputy Minister, Policy, Transport Canada: The funding that is provided for, under the program that the senator references, is actually to provide support to airlines and to airports and not to NAV CANADA specifically.

The Chair: Senator Duncan, is that satisfactory?

Senator Duncan: I'm afraid not, Mr. Chair.

In that case, can Transport Canada advise me how we, and residents in the North, are to approach this issue of the closure of the control towers at regional airports, including an international airport in Whitehorse?

The Chair: Mr. Pilgrim, do you have any comments on that?

Mr. Hanson: Thank you very much. We are aware of the planning that NAV CANADA is looking at in terms of cost reductions. NAV CANADA is funded completely by the revenue it raises from doing air traffic control. Obviously, those revenues have collapsed, so they're being forced to look at savings.

un point particulièrement important pour un certain nombre d'entreprises.

Le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a annoncé son intention de concevoir un programme d'aide pour l'industrie aérienne, et en réponse à cela, M. Sparling a fourni une mise à jour à l'automne 2020 concernant le marché aérien régional du Yukon. Dans cette mise à jour, il présente ces arguments de façon plus éloquente que je peux le faire et en s'appuyant des chiffres. Le sommaire sera soumis à tous les membres du Comité des finances, ainsi qu'à nos témoins aujourd'hui.

J'aimerais me concentrer sur l'argent. Transports Canada demande près de 116 millions de dollars pour fournir des services aériens essentiels à des collectivités éloignées, et nous avons récemment appris au Yukon que NAV CANADA songe à peut-être fermer les tours de contrôle dans sept aéroports régionaux, y compris l'aéroport international de Whitehorse, au Yukon. Parmi les fonds demandés par Transports Canada, y en a-t-il qui sont réservés pour que l'on s'assure que ces tours de contrôle demeurent opérationnelles afin de maintenir la sécurité de l'espace aérien canadien, et sinon, que Transports Canada propose-t-il pour que nous gardions les tours régionales ouvertes?

M. Pilgrim : Merci de poser la question. Je regarde dans la salle pour laisser le soin à mon collègue, M. Hanson, d'y répondre.

Lawrence Hanson, sous-ministre adjoint, Politiques, Transports Canada : Le financement qui est prévu dans le cadre du programme et auquel la sénatrice fait allusion vise en réalité à fournir du soutien aux lignes aériennes et aux aéroports, et non pas particulièrement à NAV CANADA.

Le président : Madame Duncan, cette réponse est-elle satisfaisante?

La sénatrice Duncan : Je crains que non, monsieur le président.

Dans ce cas, Transports Canada peut-il me dire comment nous et les résidents du Nord devons aborder cette question de la fermeture des tours de contrôle dans les aéroports régionaux, y compris un aéroport international à Whitehorse?

Le président : Monsieur Pilgrim, avez-vous des commentaires sur cette question?

M. Hanson : Merci beaucoup. Nous sommes au courant de la planification qu'envisage NAV CANADA concernant la réduction des coûts. NAV CANADA est financé complètement par les revenus qu'il génère en effectuant le contrôle du trafic aérien. Évidemment, ces revenus se sont effondrés; il est donc obligé de chercher des économies.

That being said, Transport Canada retains its regulatory responsibility for ensuring safe air travel, and the department will be working with NAVCAN to ensure that anything they do in response to the revenue reductions does not compromise the safety of air travel.

Senator Duncan: Mr. Hanson, thank you for that response. Am I hearing that, if required, NAV CANADA is going to receive funding from that \$116 million that is pledged for essential air services to remote communities?

I understand your first answer; I just need the assurance that we're going to maintain these airports.

Mr. Hanson: I cannot say that any of that \$116 million is directed toward NAVCAN because it was not originally set up for that purpose. But Transport Canada will be ensuring that NAV CANADA does not take any actions that reduce the safety of air travel.

The Chair: Thank you.

Senator Klyne: Welcome, witnesses. I have some questions of Transport Canada and ISED, so I will try to get through them quickly without preamble.

For Transport Canada, the post-pandemic economic recovery will depend upon the resumption of effective and affordable movement of people and goods. In the estimates on page 104, there's \$321 million attributed to the Green and Innovative Transportation System. Could you provide the committee with an overview regarding the projects contemplated by the Green and Innovative Transportation System? How will Canadians be better served, and will this system contribute in any way to Canada's economic recovery? If it is a long answer, perhaps we can get it in writing.

Mr. Pilgrim: To respond to the prior question while I have the floor, it's \$416.9 million that we have not yet received from the Main Estimates, and this is due to the fact that the statutory items in our budget have not been voted on.

The Green and Innovative Transportation System item is a long answer. I could pass it to my colleague Anuradha Marisetti or come back with a written answer.

Senator Klyne: I will take it in writing, if I can, just to move on to another question.

Again for Transport Canada, I note that it appears the spend for the Canadian Air Transport Security Authority, or CATSA, will be up about \$100 million over last fiscal, and the amount in Supplementary Estimates (B) is \$45.6 million. Has there been a

Cela dit, Transports Canada maintient sa responsabilité réglementaire consistant à assurer des voyages aériens sécuritaires, et le ministère travaillera avec NAVCAN pour s'assurer que tout ce qu'il fait pour réagir aux réductions touchant les revenus ne compromet pas la sécurité des déplacements aériens.

La sénatrice Duncan : Monsieur Hanson, merci de cette réponse. Est-ce que j'entends que, au besoin, NAV CANADA recevra des fonds de ces 116 millions de dollars qui sont engagés pour les services aériens essentiels à des collectivités éloignées?

Je crois comprendre votre première réponse; j'ai simplement besoin de la garantie que vous allez maintenir ces aéroports en activité.

M. Hanson : Je ne peux pas dire qu'une quelconque partie de ces 116 millions de dollars seront destinés à NAVCAN, parce qu'ils n'ont pas été réservés à cette fin. Mais Transports Canada s'assurera que NAV CANADA ne prend pas de mesures pour réduire la sécurité des déplacements aériens.

Le président : Merci.

Le sénateur Klyne : Je souhaite la bienvenue aux témoins. J'ai quelques questions pour Transports Canada et ISDE, et je vais tenter de les poser rapidement et sans préambule.

Pour Transports Canada, le rétablissement économique après la pandémie dépendra de la reprise des déplacements efficaces et abordables de gens et de marchandises. À la page 158 du Budget principal des dépenses, 321 millions de dollars sont attribués au Réseau de transport écologique et novateur. Pourriez-vous fournir au comité un aperçu concernant les projets envisagés par le Réseau de transport écologique et novateur? Comment cela améliorera-t-il le service pour les Canadiens, et ce système contribuera-t-il d'une façon ou d'une autre à la reprise économique du Canada? Si c'est une longue réponse, peut-être que nous pourrions l'avoir par écrit.

M. Pilgrim : Pour répondre à la question précédente pendant que j'ai la parole, ce sont 416,9 millions de dollars que nous n'avons pas encore reçus du Budget principal des dépenses, et c'est dû au fait que nous n'avons pas voté sur les postes législatifs de notre budget.

Le poste du Réseau de transport écologique et novateur suppose une longue réponse. Je pourrais demander à ma collègue, Anuradha Marisetti, d'y répondre ou de revenir avec une réponse écrite.

Le sénateur Klyne : Si je le peux, je prendrai la réponse écrite, simplement afin de passer à une autre question.

Encore une fois, pour Transports Canada, je signale qu'il semble que les dépenses pour l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, ou ACSTA, équivaldront à 100 millions de dollars de plus que durant le dernier exercice, et

fundamental change for CATSA in carrying out its mandate to support funds requested in these estimates and the expected overall increase over the prior fiscal period?

Mr. Pilgrim: Thank you for that. CATSA's core budget is fairly static, year over year. There was the idea that we were going to turn it over to a not-for-profit designated screening authority from its current situation. Due to COVID-19, that hasn't happened.

The amount you're referring to is for explosive-detection systems — it's a capital project — to modernize the baggage-checking detection, to move it from a more manual current process to a more high-tech through-the-bag screening process.

Senator Richards: Thank you to the witnesses. I'm going to ask two or three quick questions.

Is there any indication of how many airports, especially in the regional areas, might not recover from this pandemic?

Second, regarding the initiative for zero-emission vehicles, how feasible is that at this time to be doing this? With so many of our population in dire straits, I'm wondering how feasible that is.

The third question is a quick question for the Atlantic representative. Campobello Island still does not have a ferry to New Brunswick, and they can't put their feet on mainland Canadian soil; they have to travel through Maine. I find that it is not the best thing for citizens of our own country to have to do. They have no hospital there, and they have to shop and get gas in Lubec, Maine.

Is there a plan to get them a year-round ferry from Transport Canada or from a ferry service? Thank you.

Mr. Pilgrim: Thank you for the questions, senator. I will pass the first two to Mr. Hanson and the third to Ms. Marisetti.

Mr. Hanson: With regard to airports, it's a good question, senator, because it is concerning. They are dependent upon revenues from improvement fees, and aeronautical revenues and services they provide to customers. Their revenues are way down.

We are working closely with all airports to have a good sense of their financial situation. I won't pretend there are not difficulties for them right now. We focused on, first, making sure we understand — especially those who might be facing more immediate threats — and as for Minister Garneau's statement on

la somme figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) est de 45,6 millions de dollars. Y a-t-il eu un changement fondamental de l'exécution du mandat de l'ACSTA pour soutenir les fonds demandés dans ces budgets et l'augmentation globale prévue par rapport à l'exercice précédent?

M. Pilgrim : Merci de poser la question. Le budget central de l'ACSTA est assez statique, d'un exercice à l'autre. Il y avait l'idée que nous allions la transformer en administration de contrôle désignée sans but lucratif par rapport à sa situation actuelle. En raison de la COVID-19, cela n'est pas arrivé.

La somme à laquelle vous faites allusion concerne des systèmes de détection d'explosifs — c'est un projet d'immobilisations — pour moderniser le système de détection durant l'enregistrement des bagages, afin de le faire passer d'un processus actuellement manuel à un processus de dépistage à travers le sac de haute technologie.

Le sénateur Richards : Je remercie les témoins. Je vais poser deux ou trois questions rapides.

Savez-vous combien d'aéroports, tout particulièrement dans les régions rurales, pourraient ne pas se remettre de la pandémie?

Ensuite, en ce qui concerne l'initiative de véhicules zéro émission, quelle est la faisabilité de ce projet à l'heure actuelle? Vu la situation désespérée dans laquelle se trouve une si grande partie de notre population, je me demande si c'est faisable.

La troisième question est une question rapide pour le représentant de l'Atlantique. L'île Campobello n'a toujours pas de traversier pour le Nouveau-Brunswick, et les résidents ne peuvent pas fouler la partie continentale du Canada; ils doivent passer par le Maine. Selon moi, ce n'est pas la meilleure chose à demander de faire aux citoyens de notre propre pays. Ils n'ont pas d'hôpital là-bas et ils doivent faire leurs courses et prendre leur essence à Lubec, au Maine.

Y a-t-il un projet pour leur fournir un traversier qui serait assuré toute l'année par Transports Canada ou par un service de traversier? Merci.

M. Pilgrim : Merci de poser les questions, sénateur. Je vais laisser la parole à M. Hanson pour les deux premières et à Mme Marisetti pour la troisième.

M. Hanson : En ce qui concerne les aéroports, c'est une bonne question, sénateur, parce que c'est préoccupant. Ils dépendent des revenus des frais d'amélioration ainsi que des services et des revenus aéronautiques qu'ils fournissent aux clients. Leurs revenus ont énormément diminué.

Nous travaillons en étroite collaboration avec tous les aéroports afin de bien comprendre leur situation financière. Je ne vais pas prétendre qu'il n'y a pas de difficultés pour eux en ce moment. Nous nous sommes d'abord attachés à comprendre — particulièrement ceux qui peuvent être exposés à des menaces

November 8, we are actively looking at a potential package of assistance that would include airports, noting that we had already provided some assistance to airports through our rent relief provided earlier in the year.

On zero-emission vehicles — also a good question — we had an initial period in this program where takeup was faster than we would have projected, which was great. It has slowed down as a result of the pandemic. I think in the May-to-October period, it's probably 20% down year over year. We are hopeful, though. We are still seeing uptake and are still using the incentive. People are still taking advantage of it, and we think that's why we need additional funding for it inside the estimate process.

The Chair: For the last question that was asked, Ms. Marisetti, can you please answer Senator Richards?

Ms. Marisetti: Thank you, senator, for the question. What Transport Canada provides through our contribution program is that we support three interprovincial ferry services in Eastern Canada, between Îles de la Madeleine, Quebec, and Souris, Prince Edward Island; between Saint John, New Brunswick, and Digby, Nova Scotia; and between Wood Islands, Prince Edward Island, and Caribou, Nova Scotia. We own the six terminals and four vessels that provide that service.

The port the senator referred to is not one of those three ports; the service we provide is through those places I just indicated.

So if further clarification to the question is required, I'm happy to provide that.

Senator Richards: Can anything can be done for those 800 citizens who have to travel through a foreign country to get to their own homeland?

Ms. Marisetti: We'll take that question back for consideration in the department, but right now the service we provide is for those areas. I am wondering what kind of service the senator is seeking for that community.

Senator Richards: A ferry service, madam. Thank you very much.

The Chair: Mr. Pilgrim, could you please take notice of that question and, for clarification, could you and Ms. Marisetti send additional information in writing?

Mr. Pilgrim: Definitely.

immédiates — et, en ce qui concerne la déclaration du ministre Garneau du 8 novembre, nous envisageons activement un programme d'aide possible qui comprendrait les aéroports, et je souligne que nous avons déjà fourni une certaine forme d'aide aux aéroports par l'intermédiaire de notre allègement du loyer fourni plus tôt cette année.

Par rapport aux véhicules zéro émission — une autre bonne question — nous avons eu une période initiale dans le programme où l'adoption a été plus rapide que prévu, ce qui est une très bonne chose, puis les choses ont ralenti à la suite de la pandémie. Je crois que, durant la période de mai à octobre, la diminution d'une année à l'autre représente probablement 20 %. Mais, nous avons de l'espoir. Nous continuons de voir une adhésion et utilisons toujours la mesure incitative. Les gens continuent d'en profiter, et nous croyons que c'est la raison pour laquelle nous avons besoin d'un financement supplémentaire à l'intérieur du processus du Budget principal des dépenses.

Le président : Concernant la dernière question posée, madame Marisetti, pouvez-vous s'il vous plaît répondre au sénateur Richards?

Mme Marisetti : Merci, sénateur, de poser la question. Ce que Transports Canada prévoit par l'intermédiaire de notre programme de contribution, c'est notre soutien de trois services de traversier interprovinciaux dans l'Est du Canada, entre les Îles de la Madeleine, au Québec, et Souris, à l'Île-du-Prince-Édouard; entre Saint John, au Nouveau-Brunswick, et Digby, en Nouvelle-Écosse; et entre Wood Islands, à l'Île-du-Prince-Édouard, et Caribou, en Nouvelle-Écosse. Nous possédons six terminaux et quatre navires qui fournissent ce service.

Le port auquel le sénateur a fait allusion ne fait pas partie de ces trois ports; le service que nous offrons passe par les lieux que je viens de mentionner.

Donc, si d'autres précisions à la question sont requises, je serai heureuse de les fournir.

Le sénateur Richards : Y a-t-il quelque chose à faire pour ces 800 citoyens qui doivent passer par un pays étranger pour se rendre dans leur propre pays?

Mme Marisetti : Nous allons étudier cette question au ministère, mais en ce moment, le service que nous offrons s'adresse à ces régions. Je me demande quel type de service le sénateur recherche pour cette collectivité.

Le sénateur Richards : Un service de traversier, madame. Merci beaucoup.

Le président : Monsieur Pilgrim, pourriez-vous prendre note de cette question et, à des fins de précision, Mme Marisetti et vous pourriez-vous envoyer des renseignements supplémentaires par écrit?

M. Pilgrim : Absolument.

Senator Smith: I have a question for Innovation, Science and Economic Development Canada. According to an article in *Maclean's*, ISED instituted a competition over the summer which required a winning bidder to “undertake analysis of key strategic industrial sectors at a national and international level, model scenarios and spark ‘big ideas’.” This contract, which seeks to model the impacts of COVID-19 on our economy, identifies areas of vulnerability as well as new opportunities.

Could you please elaborate on the process of a \$0.5-million contract, which was awarded to the consulting firm of McKinsey, and are there areas of the economy that this government is taking a closer look at in terms of identifying vulnerabilities, as well as new opportunities?

Mr. McConnachie: Thank you for the question. The contract in question was awarded to McKinsey, as the honourable senator had indicated, through a competitive process that we initiated and was let through a standing offer that was already processed at Public Services and Procurement Canada.

The nature of the contract, as the senator indicated, was to advise both the department and the industry strategy tables that were established to provide advice to the minister and government officials, effectively, in response to the COVID-19 crisis.

While the department has significant policy capacity with respect to industrial policy and competition policy, we really do need the support of external experts that have a global perspective and are able to bring to bear significant resources to help us provide advice in a time of crisis, and that was the nature of that contract.

[Translation]

Senator Dagenais: My first question is for Mr. Pilgrim. Mr. Pilgrim, I'd like to talk to you about Canada's airports. We know that having fewer planes in the air means lower revenues for airports, and we don't know for how long.

The privatization of airports in large cities surely represents a new issue with the pandemic. I am concerned. I come from the Montreal region and we recently learned that Montreal's Pierre Elliott Trudeau International Airport would be unable to fulfil its responsibilities in the development of the famous high-speed train. It is under construction and would allow users to access the airport more quickly. But the airport can't generate the funds needed to build the terminal.

Le sénateur Smith : J'ai une question pour Innovation, Sciences et Développement économique Canada. D'après un article paru dans *Maclean's*, ISDE a instauré au cours de l'été un concours invitant un soumissionnaire retenu à « piloter une analyse des principaux secteurs industriels stratégiques au niveau national et international, modéliser des scénarios et susciter “de grandes idées” ». Ce contrat, qui cherche à modéliser les répercussions de la COVID-19 sur notre économie, recense des secteurs de vulnérabilité ainsi que de nouvelles occasions.

Pourriez-vous s'il vous plaît donner des détails sur le processus d'un contrat de 500 000 \$, qui a été attribué à la société d'experts-conseils McKinsey, et y a-t-il des secteurs de l'économie que le gouvernement regarde de plus près afin de recenser des vulnérabilités, ainsi que de nouvelles occasions?

M. McConnachie : Merci de poser la question. Le contrat en question a été attribué à McKinsey, comme l'honorable sénateur l'a mentionné, au moyen d'un processus concurrentiel que nous avons entrepris et attribué au moyen d'une offre à commandes qui avait déjà été traitée à Services publics et Approvisionnement Canada.

La nature du contrat, comme l'a dit le sénateur, consistait à aviser le ministère et les tables stratégiques industrielles qui étaient établies de fournir des conseils au ministre et aux représentants gouvernementaux, effectivement, en réponse à la crise de la COVID-19.

Même si le ministère possède une capacité stratégique importante en ce qui a trait aux politiques industrielles et concurrentielles, nous avons vraiment besoin du soutien d'experts externes qui ont un point de vue global et sont en mesure d'apporter des ressources importantes pour nous aider à fournir des conseils en temps de crise, et c'était la nature de ce contrat.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Ma première question s'adresse à M. Pilgrim. Monsieur Pilgrim, j'aimerais aborder avec vous le sujet des aéroports canadiens. On sait que le fait d'avoir moins d'avions en vol signifie des baisses de revenus pour les aéroports, et nous ne savons pas pour combien de temps.

La privatisation des aéroports des grandes villes représente sûrement un nouvel enjeu avec la pandémie. Je suis inquiet. Je viens de la région de Montréal et nous avons appris récemment que l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal serait incapable de remplir ses responsabilités dans le développement du fameux train rapide qui est en construction, et qui permettra aux usagers d'avoir accès à l'aéroport plus rapidement. Ils sont incapables d'avoir les fonds nécessaires pour construire le terminal.

If airport operators do not have the same financial means for the next few years, how are you going to help them in concrete terms? Have you ever considered the possibility that the government might take over these airports?

[English]

Mr. Hanson: I believe the senator is referring to the station for the REM train that's supposed to go to the airport. We are aware of the situation and the challenges that the Montreal Airport is having in terms of being able to fund the station. We are actively discussing the issue with the airport and with the province as well.

On your broader question, this is not really necessarily looking at an overall governance change on airports. The largest airports in Canada are generally federally owned airports that are leased to non-profit entities, the airport authorities, and that is the case of REM.

The senator is correct. There is a significant revenue challenge at airports right now. We have taken initial steps already, as I indicated earlier, with rent relief, and we are actively discussing the situation with the REM station with the airport at present.

[Translation]

Senator Dagenais: I now have a question for the representative from Innovation, Science and Economic Development Canada. In the economic stimulus budgets, about \$100 million more is earmarked for the Community Futures Network. That's a budget envelope for about 267 not-for-profit organizations that will have access to loans or assistance for businesses in their communities.

What proportion of this envelope will go to the administration of these projects, and how much of this investment will actually be left for local enterprises?

[English]

Mr. McConnachie: Thank you very much for the question. As the honourable senator indicates, a significant portion of the RRRF is being flowed through the Community Futures development corporations, principally due to their proximity to the local business economy. While the RDAs have a very close touch with organizations around their territory, the Community Futures development corporations offer an even more precisely tailored and local approach.

The funding provided to those corporations is through grants and contributions, and the vast majority of it is meant to flow through to their client organizations. I would have to get back to

Si les opérateurs des aéroports n'ont plus les mêmes moyens financiers pour les prochaines années, comment allez-vous les aider concrètement? Avez-vous déjà envisagé la possibilité que le gouvernement reprenne ces aéroports?

[Traduction]

M. Hanson : Je crois que le sénateur fait référence à la gare pour les trains du REM censée être établie à l'aéroport. Nous sommes au courant de la situation et des difficultés qu'éprouve l'aéroport de Montréal pour financer la gare. Nous examinons activement la question avec l'aéroport ainsi qu'avec les provinces.

Par rapport à votre question générale, il ne s'agit pas vraiment nécessairement d'examiner un changement de gouvernance globale pour les aéroports. Les grands aéroports du Canada appartiennent généralement au gouvernement fédéral, et ils sont loués à des entités sans but lucratif, aux administrations aéroportuaires, et c'est le cas du REM.

Le sénateur a raison. Il y a un défi important sur le plan des revenus dans les aéroports en ce moment. Nous avons déjà pris des mesures initiales, comme je l'ai dit plus tôt, avec l'allègement des loyers, et nous discutons activement de la situation touchant la gare du REM avec l'aéroport à l'heure actuelle.

[Français]

Le sénateur Dagenais : J'aurais maintenant une question pour le représentant d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada. On dit que, dans les budgets de la relance économique, environ 100 millions de dollars supplémentaires sont destinés au réseau de développement des collectivités. On parle d'une enveloppe budgétaire destinée à environ 267 organisations sans but lucratif qui auront accès à des prêts ou à de l'aide pour les entreprises de leur localité.

Quelle proportion de cette enveloppe ira à l'administration de ces projets, et combien restera-t-il de ces investissements réels pour les entreprises locales?

[Traduction]

M. McConnachie : Merci beaucoup de poser la question. Comme le mentionne l'honorable sénateur, une partie importante du FARR est acheminée par l'entremise des sociétés d'aide au développement des collectivités, principalement en raison de leur proximité avec l'économie commerciale locale. Même si les agences de développement régional demeurent en contact étroit avec les organisations autour de leur territoire, les sociétés d'aide au développement des collectivités offrent une approche locale qui est encore plus parfaitement adaptée.

Le financement fourni à ces sociétés se fait au moyen des subventions et contributions, et la grande majorité de celui-ci doit être acheminé par l'entremise de leurs organisations

the committee with the exact breakdown of any costs associated with administration, and I would be pleased to do so as a follow-up if that's helpful to the committee.

The Chair: In writing, sir?

Mr. McConnachie: Certainly.

[Translation]

Senator Dagenais: Thank you. I have no further questions.

Senator Galvez: My first question is for Transport Canada officials. Transport Canada is asking for more than \$54 million to promote the purchase of zero-emission vehicles. What form will this assistance take? Will it be provided directly to consumers, or to dealers? Will it be in the form of a loan or grant? Will there be a breakdown by province?

[English]

Ms. Marisetti: Thank you for the question. The way the program is run right now is it's a point-of-sale reimbursement, so in this case, to put it simply, when an individual buys a zero-emission vehicle from a dealer, the dealer provides that rebate to the individual and then claims that rebate as a grant from Transport Canada. There is an online form, they fill it out and send it to us and then we disburse a grant based on the vehicle purchased. It's done in the form of a reimbursement.

Senator Galvez: In the provincial distribution?

Ms. Marisetti: Yes. In terms of the provincial distribution, more than half of the vehicles that are sold and are eligible and have used the rebate are from the province of Quebec. The second-highest number is from the province of British Columbia, and the third highest is from the province of Ontario.

Going back to my data of the end of September, close to 55% was reimbursed to dealers in the province of Quebec, followed by about 30% in British Columbia, and other provinces are lower than that.

Senator Galvez: Thank you. My second question is to Innovation, Science and Economic Development Canada, and it's with respect to the Women's Entrepreneurship Strategy Ecosystem Fund.

What is the format of this aid? Is it a loan, a pension or is it to reimburse expenses? Does some part of it go to administration or not? Are there some criteria to give these funds, and how many women-owned businesses have been supported?

clientes. Il faudrait que je revienne au comité avec la ventilation exacte de tous les coûts associés à l'administration, et je serai heureux de le faire en tant que mesure de suivi si c'est utile pour le comité.

Le président : Par écrit, monsieur?

M. McConnachie : Certainement.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Merci. Je n'ai pas d'autres questions.

La sénatrice Galvez : Ma première question s'adresse aux représentants de Transports Canada. Transports Canada demande plus de 54 millions de dollars pour promouvoir l'achat de véhicules zéro émission. Quelle forme cette aide prendra-t-elle? Sera-t-elle offerte directement aux consommateurs ou aux concessionnaires? Sera-t-elle offerte sous forme de prêt ou de subvention? Y aura-t-il une répartition par province?

[Traduction]

Mme Marisetti : Merci de poser la question. La façon dont le programme est dirigé en ce moment, c'est qu'on offre un remboursement au point de vente; donc, dans ce cas, pour dire les choses simplement, lorsqu'une personne achète un véhicule zéro émission auprès d'un concessionnaire, celui-ci fournit ce rabais à la personne, puis réclame ce rabais comme subvention à Transports Canada. Les concessionnaires remplissent un formulaire en ligne et nous l'envoient, puis nous accordons une subvention en fonction du véhicule acheté. Cela se fait sous la forme d'un remboursement.

La sénatrice Galvez : Dans la distribution provinciale?

Mme Marisetti : Oui. En ce qui concerne la distribution provinciale, plus de la moitié des véhicules qui sont vendus, sont admissibles et ont utilisé le rabais proviennent du Québec. La province de la Colombie-Britannique vient au deuxième rang, puis l'Ontario, au troisième.

Pour revenir à mes données de la fin septembre, près de 55 % ont été remboursés aux concessionnaires du Québec, suivi d'environ 30 % en Colombie-Britannique, et les chiffres des autres provinces sont inférieurs.

La sénatrice Galvez : Merci. Ma deuxième question s'adresse aux représentants d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et cela concerne le Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.

Quelle forme prend cette aide? S'agit-il d'un prêt, d'une pension ou bien d'un remboursement des dépenses? Y a-t-il ou non une partie qui est destinée à l'administration? Existe-t-il des critères pour fournir ces fonds, et combien d'entreprises appartenant à des femmes a-t-on appuyées?

Mr. McConnachie: Thank you very much for the questions.

The funding that was provided for the Women Entrepreneurship Strategy Ecosystem Fund is flowed through to not-for-profit organizations that are already part of the WES ecosystem. As the honourable senators are likely aware, we do have other programming in the Women Entrepreneurship Strategy. In order to rapidly deploy the funds, the decision was taken to not have an open call for proposals but to use the existing available capacity.

To date, 39 organizations have received funding through this. It is to effectively support their own capacity to carry out initiatives within their own territories.

I hope that answers the question.

Senator Galvez: Could you give me the provincial distribution?

Mr. McConnachie: Certainly. I don't have that information today, but I would be very pleased to follow that up in writing.

Senator Galvez: Thank you.

Senator M. Deacon: Thank you very much for being here, and for the incredible information this afternoon.

First, to Transport Canada, my question, like those of my colleagues, concerns airports and how they are being affected at this moment by the pandemic. I haven't seen any information thus far at the Canadian side of things, but we know that flights in the United States have risen to — as we're told — pre-pandemic levels, and airports are operating at what one would assume is fairly close to full capacity.

Has flying in Canada returned somewhere on that scale, hedging toward normal, or are we still hesitant to get on an airplane at this moment in time?

Mr. Hanson: Thanks for the question. The answer is really "no." Air traffic travel is still way down in the range of 85% to 90%. There has been, as you say, a larger rebound in the United States. Obviously, we're in the midst of watching some significant air travel right now. I wouldn't go by this current week, obviously, because of Thanksgiving, but you are correct that it has recovered at a rate much higher than that of Canada.

Senator M. Deacon: Regarding the \$12 million request for funding to deliver better service to air travellers, I didn't see KPIs or spending items down there that were too specific. What, more specifically, might this money go to?

M. McConnachie : Merci d'avoir posé les questions.

Le financement fourni au titre du Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat est acheminé par l'entremise d'organisations sans but lucratif qui font déjà partie de l'écosystème de la SFE. Comme les honorables sénateurs le savent probablement, la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat compte d'autres programmes. Afin de rapidement déployer les fonds, on a pris la décision de ne pas faire un appel de propositions ouvert, mais d'utiliser plutôt la capacité disponible existante.

À ce jour, 39 organisations ont reçu des fonds dans le cadre de cette stratégie. Ceux-ci visent à soutenir de manière efficace leur propre capacité de mener à bien des initiatives au sein de leur propre territoire.

J'espère que cela répond à la question.

La sénatrice Galvez : Pourriez-vous me donner la distribution provinciale?

M. McConnachie : Certainement. Je n'ai pas cette information aujourd'hui, mais je serai très heureux de vous la transmettre par écrit.

La sénatrice Galvez : Merci.

La sénatrice M. Deacon : Merci beaucoup d'être ici et de nous fournir des renseignements incroyables cet après-midi.

D'abord, ma question pour Transports Canada, comme celles de mes collègues, concerne les aéroports et la façon dont ils sont touchés à l'heure actuelle par la pandémie. Je n'ai pas vu de renseignements jusqu'ici du côté canadien des choses, mais nous savons que les vols aux États-Unis ont augmenté pour atteindre — selon ce qu'on nous a dit — les niveaux avant la pandémie, et les aéroports fonctionnent selon ce qui ressemble à la pleine capacité.

Le nombre de vols au Canada est-il revenu à quelque chose qui s'approche de cette échelle, tendant vers la normale, ou hésitons-nous toujours à monter dans un avion en ce moment?

M. Hanson : Merci de poser la question. La réponse est vraiment « non ». Le trafic aérien demeure toujours très bas, dans les 85 à 90 %. Comme vous le dites, il y a eu un grand rebond aux États-Unis. Évidemment, nous voyons en ce moment d'importants déplacements aériens. Je ne me ferais évidemment pas à la semaine actuelle, en raison de l'Action de grâces, mais vous avez raison de dire que les vols ont repris à un taux bien supérieur à celui du Canada.

La sénatrice M. Deacon : En ce qui concerne la demande de financement de 12 millions de dollars pour fournir un meilleur service aux voyageurs aériens, je n'ai pas vu d'IRC ou de postes de dépenses très précis. Plus précisément, à quoi cet argent pourrait-il servir?

Mr. Hanson: I can answer that.

As Ryan mentioned earlier, Budget 2019 had announced an intention for us to transfer CATSA to a private, not-for-profit organization. Whenever you do a commercial negotiation like that, you usually put in place a sum of money to support due diligence for them as they look at the potential sale. Then, if the sale goes through, ultimately, that money is not paid, but if the government were to break the discussions, let's say, it serves essentially as a contingent liability.

Senator M. Deacon: Okay.

Mr. Hanson: So it was not for CATSA. Maybe I'll expand, because that probably leaves you on your appetite a bit.

To be clear, that funding was not specifically for CATSA operations. The more important things for CATSA operations that Ryan was speaking of were for the explosives and for the reprofiling of money for full baggage screening.

Senator M. Deacon: Okay, thank you for that additional piece. I appreciate that.

My second question is to ISED. In anticipating a post-COVID world, hopefully sooner than later, government investments will, of course, be under increasing pressure and scrutiny. What analyses are you considering or have you done to understand which forms of government investments — for example, through different programs and in different RDAs, like Western Economic Diversification Canada, FedNor, Business Development Bank of Canada — are most effective in achieving our various KPIs that are important to continue sustained, hopeful future economic growth? Some examples are export sales, digital sales, how you qualify people, job creation, et cetera. I'm wondering what some of this thinking might be at this moment in time. Thank you.

Mr. McConnachie: Thank you very much for the excellent question. Certainly, the KPIs right now, I would suggest, are ensuring that there is survivability of the economy, both in terms of businesses and employees.

To speak more broadly than the measures that have been implemented by ISED and the RDAs, the government has injected significant liquidity into the economy to ensure that companies are able to meet their debt obligations, to pay non-deferrable fixed costs and to keep people gainfully employed through this period.

M. Hanson : Je peux répondre à cette question.

Comme Ryan l'a dit plus tôt, le budget de 2019 a annoncé l'intention pour nous de transférer l'ACSTA à une organisation privée à but non lucratif. Lorsque vous faites une négociation commerciale comme celle-là, vous prévoyez habituellement une somme d'argent leur permettant de faire preuve de diligence raisonnable tandis qu'ils envisagent la vente potentielle. Puis, si la vente se concrétise, au final, cet argent n'est pas versé, mais si le gouvernement devait interrompre les discussions, disons que cela sert essentiellement de passif éventuel.

La sénatrice M. Deacon : D'accord.

M. Hanson : Donc ce n'était pas pour l'ACSTA. Je vais peut-être en dire plus, parce que ces détails vous laissent probablement un peu sur votre appétit.

Pour être clair, ce financement n'était pas précisément destiné aux activités de l'ACSTA. Les choses les plus importantes pour les activités de l'ACSTA dont M. Pilgrim parlait étaient les explosifs et le report de crédits pour le contrôle complet des bagages.

La sénatrice M. Deacon : D'accord, merci de cette précision. Je vous en suis reconnaissante.

Ma deuxième question s'adresse à ISDE. Si on envisage le monde après la COVID, espérons-le plus tôt que tard, les investissements du gouvernement feront bien sûr l'objet de pressions et d'un examen accru. Quelles analyses envisagez-vous de faire ou avez-vous faites pour comprendre quelles formes d'investissements gouvernementaux — par exemple, par l'intermédiaire de différents programmes et dans des ADR différentes, comme Diversification de l'économie de l'Ouest Canada, FedNor, la Banque de développement du Canada — sont les plus efficaces pour atteindre nos divers IRC comme on doit le faire pour continuer de soutenir une croissance économique future prometteuse? Pensons notamment aux ventes à l'exportation, aux ventes numériques, à la façon dont vous qualifiez les gens, à la création d'emplois, et cetera. Je me demande ce que vous pensez de cela à l'heure actuelle. Merci.

M. McConnachie : Merci beaucoup de l'excellente question. Certes, les IRC en ce moment visent à garantir, je dirais, la pérennité de l'économie, en ce qui concerne tant les entreprises que les employés.

Permettez-moi de vous en dire davantage sur les mesures qui ont été mises en œuvre par ISDE et les ADR : le gouvernement a injecté des liquidités importantes dans l'économie pour s'assurer que les entreprises peuvent répondre à leurs obligations au titre de la dette, payer des coûts fixes non reportables et maintenir des emplois rémunérés durant cette période.

It's reasonable to conclude that the pandemic will end and we will get back to some form of normality in the future. We will be looking to build back in a different fashion.

Certainly, I am aware that there are many discussions that are going on at both the political and bureaucratic levels about how to ensure that we have a sustainable economy going forward.

It's again reasonable to conclude, although we don't have any of the spending or authority requests right now, that we may, in the future, look to fund additional economic recovery.

Thank you.

The Chair: Thank you.

Senator Boehm: I thank the witnesses for joining us today. I have a question for Transport Canada and one for ISED.

For Transport Canada, the National Advisory Committee on Immunization pointed to Indigenous peoples as a key group that should receive priority for the first COVID-19 vaccine. However, many of our Indigenous communities in the territories and in the North are located in very remote areas — and Senator Duncan has touched on this already — where the delivery of goods is done by air, especially in the winter months. I mentioned yesterday in my questions to the first panel the incredible logistical challenge of transporting and distributing the vaccine while maintaining temperature requirements. I understand that's particularly true for the Pfizer vaccine.

Has there been any discussion as to how the air carriers might need to be transporting these vaccines, which are required to be transported at very specific temperatures?

I'll go straight into my next question, just to maximize the time and allow people to think about it. The next question is for ISED. It's sort of an ISED/IRCC question, but I would like an answer to it, obviously.

My question relates to the education-to-citizenship pathway that is so successful for many international students, at least in normal times. Recent international student graduates in Canada remain here on a visa issued through the Post-Graduation Work Permit Program, or PGWPP, and this is an open work permit that allows them to work in Canada for a period between eight months to three years after having graduated from a Canadian institution.

Il est raisonnable de conclure que la pandémie se terminera et que nous retournerons à une certaine forme de normalité dans l'avenir. Nous chercherons à nous reconstruire d'une façon différente.

Je suis bien sûr au courant des nombreuses discussions qui ont cours aux échelons politiques et bureaucratiques quant à la façon de nous assurer d'avoir une économie durable dans l'avenir.

Il est encore une fois raisonnable de conclure, même si nous n'avons en ce moment aucune des demandes de crédits ou d'autorisation, que nous pourrions dans l'avenir chercher à financer une reprise économique supplémentaire.

Merci.

Le président : Merci.

Le sénateur Boehm : Je remercie les témoins de se joindre à nous aujourd'hui. J'ai une question pour Transports Canada et une autre pour ISDE.

Pour Transports Canada, le Comité consultatif national de l'immunisation a désigné les Autochtones comme un groupe clé qui devrait se voir accorder la priorité pour le premier vaccin de la COVID-19. Cependant, nombre de nos collectivités autochtones dans les territoires et dans le Nord se trouvent dans des régions très éloignées — et la sénatrice Duncan en a déjà parlé — où la livraison de marchandises se fait par voie aérienne, tout particulièrement durant les mois d'hiver. Dans le cadre de mes questions au premier groupe de témoins, j'ai parlé hier de l'incroyable défi logistique associé au transport et à la distribution du vaccin tout en maintenant les exigences en matière de température. Je crois comprendre que c'est particulièrement vrai pour le vaccin de Pfizer.

A-t-on discuté de la façon dont les transporteurs aériens pourraient devoir transporter ces vaccins, qui doivent être transportés à des températures très précises?

Je vais passer directement à ma prochaine question, juste pour optimiser mon temps et permettre aux gens d'y réfléchir. La prochaine question s'adresse à ISDE. C'est en quelque sorte une question destinée à ISDE/IRCC, mais j'aimerais qu'on y réponde, évidemment.

Ma question concerne la trajectoire de l'éducation à la citoyenneté qui est si populaire auprès de nombreux étudiants étrangers, du moins en temps normal. Des étudiants étrangers récemment diplômés au Canada restent ici à l'aide d'un visa délivré par l'intermédiaire du Programme de permis de travail post-diplôme ou PPTPD, et c'est un permis de travail ouvert qui leur permet de travailler au Canada pour une période allant de huit mois à trois ans après avoir obtenu un diplôme d'un établissement canadien.

However, this visa is non-renewable. International students who are currently on the postgraduate work permit have found it extremely hard to find jobs due to the pandemic. This makes it difficult for some to remain in the country if they do not find a job.

In the supplementary estimates, funds are allocated to creating job opportunities for students as well as funding to support students and youth. Is there any intention to create opportunities specifically for those international students who recently graduated and who might not be able to find work?

Of course, those international students will eventually be replaced by others, and this is an important input into our society and our economy. Thank you.

Mr. Pilgrim: My colleague Kevin Brousseau will respond to this question.

Kevin Brousseau, Assistant Deputy Minister, Safety and Security, Transport Canada: Thank you, Senator Boehm, for that question. There is no doubt, as you properly identified, about the logistical challenges associated with distributing vaccines across this country. The geography is extensive and intense, and a significant amount of planning needs to go into that, including discussions with the air operators, whether they be small operators that fly into northern communities or bigger ones that will travel internationally. That also includes the capacity to be able to carry vaccines at sub-zero temperatures, et cetera.

The work is largely being led intergovernmentally in terms of the vaccine distribution. Our civil aviation team has had some discussions with some of the carriers, but those discussions have only begun, as I understand it, but they are continuing to ensure that the supply chain is going forward.

I think that the broader answer will likely be provided by other departments who are leading the entire vaccine distribution rollout to ensure the supply chain, the distribution chain, et cetera, has the integrity to be able to deliver those vaccines to those communities.

Mr. McConnachie: I would not feel comfortable speaking to the measures that IRCC may be applying for new Canadians or those who are seeking to become new Canadians. I can certainly speak to the capacity investments of the ISED portfolio to support the educational community.

Supplementary Estimates (B) contain \$450 million of funding to support research institutes and universities. That will be administered through NSERC, SSHRC and the granting councils. There is additional funding through ISED for a number

Cependant, ce visa n'est pas renouvelable. Les étudiants étrangers actuellement munis du permis de travail post-diplôme ont trouvé extrêmement difficile de trouver un emploi en raison de la pandémie. Cela fait en sorte qu'il est difficile pour certains d'entre eux de rester au pays s'ils ne trouvent pas d'emploi.

Dans le Budget supplémentaire des dépenses, des fonds sont affectés à la création de possibilités d'emploi pour les étudiants ainsi qu'à des mesures de soutien des élèves et des jeunes. A-t-on l'intention de créer des possibilités précisément pour ces étudiants étrangers qui ont récemment obtenu leur diplôme et pourraient ne pas réussir à trouver du travail?

Bien sûr, ces étudiants étrangers seront un jour remplacés par d'autres, et ils constituent un intrant important dans notre société et notre économie. Merci.

M. Pilgrim : Mon collègue, Kevin Brousseau, répondra à la question.

Kevin Brousseau, sous-ministre adjoint, Sécurité et Sûreté, Transports Canada : Merci, sénateur Boehm, de poser la question. Rien ne permet de douter, comme vous l'avez soulevé à juste titre, des difficultés logistiques associées à la distribution des vaccins dans le pays. La géographie est vaste et intense, et on doit entamer une importante planification, y compris des discussions avec les exploitants aériens, que ce soit de petits exploitants qui se déplacent dans des collectivités nordiques ou de grands exploitants qui font des voyages internationaux. Cela comprend aussi la capacité de transporter des vaccins à des températures inférieures à zéro, et cetera.

Le travail de distribution du vaccin est principalement mené de façon intergouvernementale. Notre équipe d'aviation civile a eu quelques discussions avec certains des transporteurs, mais celles-ci ne viennent que de commencer, selon ce que je comprends, mais elles se poursuivent pour qu'on s'assure que la chaîne d'approvisionnement va de l'avant.

Je crois que la réponse générale sera probablement fournie par d'autres ministères qui sont responsables du déploiement total de la distribution du vaccin pour que l'on puisse s'assurer que la chaîne d'approvisionnement, la chaîne de distribution, et cetera, a l'intégrité nécessaire pour fournir ces vaccins à ces collectivités.

M. McConnachie : Je ne serais pas à l'aise de parler des mesures qu'IRCC peut appliquer pour de nouveaux Canadiens ou ceux qui cherchent à devenir de nouveaux Canadiens. Je peux certainement parler des investissements au chapitre de la capacité faits par le portefeuille d'ISDE pour soutenir le milieu de l'enseignement.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) contient 450 millions de dollars de financement pour soutenir les instituts de recherche et les universités. Ces fonds seront administrés par l'entremise du CRSNG, le CRSH et les conseils

of organizations, such as Mitacs. We have our Digital Skills for Youth Program, Computers for Schools Plus and a number of other programs, such as CanCode and other pieces that are readying students both in the secondary and post-secondary institutions for the workforce.

There is a significant amount of programming and investments that are in place. I hope that is helpful toward answering the question.

Senator Boehm: It would be great to know whether you are speaking with IRCC about this to connect the dots and to make sure that international students are covered. This was one of the issues that was raised with me by a students' association this past week in a meeting. Thank you.

Mr. McConnachie: I would be happy to bring that back and, if we have additional information, provide it through the clerk.

The Chair: Thank you. We certainly will be waiting for information. Make sure that you connect with the clerk.

Senator Loffreda: Thank you to all of our panellists and their teams for being here today.

My question is for Innovation, Science and Economic Development. I would like to explore a little further a matter which we did touch on and that I have brought up during previous meetings. It's a matter that's very important. You did mention \$15 million for the Women Entrepreneurship Fund. I strongly support the initiative. There are also amounts going toward the Women Entrepreneurship Knowledge Hub and the Women Entrepreneurship Strategy Ecosystem Fund. We see that in Supplementary Estimates (B). I know that this will offer much-needed timely support and advice for women who have been hit hard in this pandemic. We all know that at this point in time. They do need our help.

You did mention numbers. I think a number in itself doesn't mean anything unless we compare it to an objective or compare it to a trend. Is this entrepreneurship fund meeting our objectives? Can you elaborate on how the fund is being used, how the dollars are being used and the resources are being used? Do you feel that it is exceeding objectives and expectations, or is the offer or the demand not there? What can we do to improve the status of women entrepreneurs in this country? Thank you.

Mr. McConnachie: Thank you very much for the excellent question, senator. I think what we've all come to realize, quite clearly, is that women have been disproportionately affected by

subventionnaires. Un financement supplémentaire est prévu par l'intermédiaire d'ISDE pour un certain nombre d'organisations, comme Mitacs. Nous avons notre Programme de compétences numériques pour les jeunes, Ordinateurs pour les écoles et plus et un certain nombre d'autres programmes, comme CodeCan et d'autres projets qui préparent les élèves des établissements d'enseignement secondaire et postsecondaire au marché du travail.

Un nombre important de programmes et d'investissements sont en place. J'espère que c'est utile pour répondre à la question.

Le sénateur Boehm : Ce serait bien de savoir si vous parlez de tout cela avec IRCC afin de relier les points et de vous assurer que les étudiants étrangers sont pris en considération. C'était une des questions dont m'a parlé une association d'étudiants la semaine dernière, dans une réunion. Merci.

M. McConnachie : Je serai heureux de vous revenir là-dessus et, si nous avons des renseignements supplémentaires, de les fournir par l'entremise de la greffière.

Le président : Merci. Nous attendrons certainement des renseignements. Assurez-vous de communiquer avec la greffière.

Le sénateur Loffreda : Je remercie tous nos intervenants et leurs équipes d'être ici aujourd'hui.

Ma question s'adresse à Innovation, Sciences et Développement économique. J'aimerais explorer un peu plus une question que nous avons effleurée et que j'ai soulevée durant les réunions précédentes. C'est une affaire très importante. Vous avez parlé des 15 millions de dollars consacrés au Fonds pour les femmes en entrepreneuriat. Je suis très favorable à l'initiative. Des sommes sont aussi destinées au Portail de connaissances pour les femmes en entrepreneuriat et au Fonds pour l'écosystème de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat. Cela figure dans le Budget supplémentaire des dépenses (B). Je sais que ces fonds offriront un soutien et des conseils opportuns fort nécessaires à des femmes qui ont été durement touchées par la pandémie. Nous le savons tous à l'heure actuelle. Elles ont besoin de notre aide.

Vous avez mentionné des chiffres. Je crois qu'un chiffre en soi ne veut absolument rien dire, à moins que nous le comparions à un objectif ou à une tendance. Ce fonds pour l'entrepreneuriat atteint-il nos objectifs? Pouvez-vous parler de la façon dont le fonds est utilisé, de ce à quoi servent les fonds et des ressources qui sont utilisées? Avez-vous l'impression qu'il dépasse les objectifs et les attentes, ou n'y a-t-il pas d'offre ou de demande? Que pouvons-nous faire pour améliorer le statut des femmes entrepreneures au pays? Merci.

M. McConnachie : Merci beaucoup de poser cette excellente question, sénateur. Je crois que nous avons tous constaté assez clairement que les femmes ont été touchées de manière

the pandemic. There is ample evidence that both women in business who are entrepreneurs themselves and also women in the workforce have been greatly disadvantaged through this period.

The investments that we're seeking through the Supplementary Estimates (B) are very much focused on women entrepreneurs, as the honourable senator pointed out. Absolutely, there's a need to ensure that there's access to liquidity, access to funding and additional supports — to ensure that entrepreneurial businesses that might not necessarily be eligible for funding through some of the large-scale initiatives managed by the ISED portfolio — are available to support those businesses and ensure that they continue.

Many of these businesses, as I mentioned in my opening remarks, are smaller businesses, such as restaurants, dépanneurs, and smaller organizations, many of them family-owned. For that matter, we believe the funding to be appropriately targeted. I do think, to the senator's question on results, it is a bit early to comment on whether these investments will bear fruit, given the fact that we are only requesting the funding now. Although we've been ramping it up, it is not yet fully spent.

With that in mind, we certainly believe that we have the right approach and that we're working with partners in the not-for-profit sector that have intimate knowledge of the organizations that are in question as well as the distinct challenges that are faced by women. Thank you.

Senator Loffreda: I have one more quick question about the zero-emission vehicle program. We did touch on it, and there is \$58.5 million in the Main Estimates for Transport Canada's iZEV — zero-emission vehicles — program. You did give us an update, so thank you. But do you have numbers? How many Canadians have received this incentive? How many businesses? What has been the impact on EV sales in Canada? What are the anticipated GHG emission reductions?

In the Speech from the Throne, zero-emission vehicle affordability was an issue. We wanted to facilitate that, and there was an investment in charging stations across Canada. Are these funds going toward meeting these objectives? Are these objectives being met? Thank you.

Mr. Pilgrim: Thank you for the excellent question. I'll pass this over to my colleague Lawrence Hanson.

The Chair: Mr. Hanson, if you don't want to answer now, you can provide the information in writing.

disproportionnée par la pandémie. Suffisamment de données probantes montrent que les femmes en entreprise qui sont elles-mêmes entrepreneures et les femmes sur le marché du travail ont été grandement désavantagées durant cette période.

Les investissements que nous demandons par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses (B) portent principalement sur les femmes entrepreneures, comme l'a fait remarquer l'honorable sénateur. Absolument, il est nécessaire de s'assurer qu'il y a un accès à des liquidités, à des fonds et à des mesures de soutien supplémentaires — pour faire en sorte que les entreprises qui pourraient ne pas nécessairement être admissibles au financement par l'intermédiaire de certaines des initiatives à grande échelle gérées par le portefeuille de l'ISDE — puissent soutenir ces entreprises et s'assurer qu'elles poursuivent leurs activités.

Bon nombre des entreprises, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, sont de petites entreprises, comme des restaurants, des dépanneurs et de petites organisations, dont de nombreuses entreprises familiales. Pour cette raison, nous croyons que le financement doit être ciblé de façon appropriée. Pour répondre à la question du sénateur sur les résultats, je crois qu'il est un peu tôt pour commenter le fait de savoir si ces investissements porteront fruit, compte tenu du fait que nous ne demandons le financement que maintenant. Même si nous l'avons augmenté, il n'a pas encore été complètement dépensé.

Dans ce contexte, nous croyons assurément que nous adoptons la bonne approche et que nous travaillons avec des partenaires dans le secteur à but non lucratif qui ont des connaissances personnelles des organisations en cause ainsi que des difficultés distinctes auxquelles les femmes font face. Merci.

Le sénateur Loffreda : J'ai une autre question rapide concernant le programme de véhicules zéro émission. Nous en avons parlé, il y a 58,5 millions de dollars dans le Budget principal des dépenses pour le programme iVZE de Transports Canada — les véhicules zéro émission. Vous nous avez présenté un compte rendu, donc je vous remercie. Mais avez-vous des chiffres? Combien de Canadiens ont reçu cet incitatif? Combien d'entreprises? Quelles ont été les répercussions sur les ventes de véhicules zéro émission au Canada? Quelles sont les réductions prévues des émissions de gaz à effet de serre?

Dans le discours du Trône, l'abordabilité des véhicules zéro émission était un enjeu. Nous voulions faciliter cela, et nous avons consenti un investissement dans les stations de recharge de l'ensemble du Canada. Ces fonds permettront-ils d'atteindre ces objectifs? Ces objectifs ont-ils été atteints? Merci.

M. Pilgrim : Merci de l'excellente question. Je vais laisser la parole à mon collègue, Lawrence Hanson.

Le président : Monsieur Hanson, si vous ne voulez pas répondre maintenant, vous pouvez fournir l'information par écrit.

Mr. Hanson: I can answer most of the question now if that's helpful to the committee. As of the end of October, we were looking at 65,000 vehicles that have been purchased under the initiatives. Those are disproportionately from individuals and not businesses. If we look at an expected life cycle of those vehicles of 12 years, that comes out to GHG emissions of about 2.7 megatonnes.

The Chair: Thank you.

[Translation]

Senator Forest: My first question is for Transport Canada. First, I would like to commend the initiative that made it possible to acquire the *Villa de Teror* to serve the Îles de la Madeleine. This represents a cost of \$180 million, so I hope that good inspections were done to ensure the quality of the vessel because, in eastern Quebec, the *F.-A.-Gauthier*, a new vessel that was built in Italy, has been out of service two-thirds of the time since it was commissioned. This is quite worrisome. Perhaps it is the name *Villa de Teror* that intrigued me, but I hope that a good evaluation of the vessel has been done. I would also like to commend the initiative to build the next vessel, a project that will be entrusted to Davie. I'll have another quick question to ask afterwards.

[English]

Mr. Pilgrim: Thank you for the question, senator.

We did do a thorough inspection. We sent a team to Spain to inspect the vessel from top to bottom before the purchase was made. The vessel is only a year or a year and a half old, so it's quite new. Our team of experts did do a thorough inspection of the vessel before we committed to the purchase. Yes, we're happy with the Davie selection as well.

[Translation]

Senator Forest: The Canada Economic Development for Quebec Regions programs do not have a sectoral strategic plan for the tourism sector. Programs have been put in place. Earlier you mentioned restaurants, small hotel complexes, in fact, everything in the tourism sector.

Under the Canada Economic Development for Quebec Regions programs, for which there is generally some flexibility, is there something akin to a sectoral strategy to safeguard our tourism industry pillars? I'm thinking here of patios, bars, restaurants and hotels. Across Canada, we're talking about a huge number of small and medium-sized businesses that are very vulnerable in the current crisis.

M. Hanson : Je peux répondre maintenant à l'essentiel de la question si c'est utile pour le comité. À la fin octobre, 65 000 véhicules avaient été achetés dans le cadre des initiatives, de façon disproportionnée par des particuliers, et non pas des entreprises. Si nous envisageons un cycle de vie attendu de 12 ans pour ces véhicules, cela revient à des émissions de gaz à effet de serre d'environ 2,7 mégatonnes.

Le président : Merci.

[Français]

Le sénateur Forest : Ma première question s'adresse à Transports Canada. J'aimerais d'abord saluer l'initiative qui a permis de faire l'acquisition du *Villa de Teror* afin de desservir les îles de la Madeleine. Cela représente des coûts de 180 millions de dollars, alors j'espère qu'on a fait de bonnes inspections pour s'assurer de la qualité du navire parce que, dans l'Est du Québec, le *F.-A.-Gauthier*, un navire neuf qui a été construit en Italie, n'est pas en fonction les deux tiers du temps depuis qu'il est en service. C'est assez préoccupant. C'est peut-être le nom *Villa de Teror* qui m'intriguait, mais j'espère qu'on a fait une bonne évaluation du navire. J'aimerais aussi saluer l'initiative visant à construire le prochain navire, projet qui sera confié à la Davie. J'aurai une autre question rapide à poser par la suite.

[Traduction]

M. Pilgrim : Merci de poser la question, sénateur.

Nous avons procédé à une inspection approfondie. Nous avons envoyé une équipe en Espagne pour inspecter le navire de fond en comble avant de l'acheter. Le navire n'a qu'un an ou un an et demi, donc il est assez neuf. Notre équipe d'experts a effectué une inspection approfondie du navire avant que nous nous engagions à l'acheter. Oui, nous sommes aussi heureux de la sélection de Davie.

[Français]

Le sénateur Forest : En ce qui concerne les programmes de Développement économique Canada pour les régions du Québec, on n'a pas de plan stratégique sectoriel pour ce qui est du milieu touristique. Des programmes ont été mis en place. Vous avez mentionné plus tôt les restaurants, les petits complexes hôteliers, en fait, tout ce qui se comprend le secteur touristique.

Dans le cadre des programmes de Développement économique Canada pour les régions du Québec, pour lesquels il y a généralement une certaine souplesse, y a-t-il quelque chose qui s'apparente à une stratégie sectorielle de sauvegarde de nos piliers de l'industrie touristique? Je pense ici aux terrasses, aux bars, aux restaurants et aux hôtels. Dans l'ensemble du Canada, il s'agit d'une énorme quantité de petites et moyennes entreprises qui sont très fragilisées avec la crise que l'on vit à l'heure actuelle.

The Chair: Who is your question for, Senator Forest?

Senator Forest: It is for the Innovation, Science and Economic Development Canada representative.

Mr. McConnachie: I can respond, Mr. Chairman. That's an excellent point. Certainly, small restaurants and all the small businesses across the country that support the tourism industry are one of our largest employers.

[English]

It's also certainly an area that has been very hard hit by the pandemic. We are certainly conscious of the fact at ISDE that there is a need for ongoing supports. I'm pleased to report that businesses in the sector have had access to the wide range of funding measures that the government has made available, but from a sectoral perspective, we do have an organization, Destination Canada, that is part of our portfolio that intimately studies some of the challenges. They have been engaged in providing policy advice to both our officials and our minister with respect to having a more elaborate strategy for the tourism sector as we move into the economic recovery.

The Chair: Thank you very much to the witnesses. Thank you for sharing your comments and answering the questions. It was very informative.

Honourable senators, this brings to a close the last meeting for today. Our next meeting is scheduled to be on Tuesday, December 1, at 12:30 Eastern Time, when we will have the Honourable Minister Jean-Yves Duclos, President of the Treasury Board, as our witness.

(The committee adjourned.)

Le président : À qui s'adresse votre question, sénateur Forest?

Le sénateur Forest : Au représentant d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada.

M. McConnachie : Je peux répondre, monsieur le président. C'est une excellente observation. Certainement, les petits restaurants et toutes les petites entreprises partout au pays qui appuient l'industrie du tourisme sont l'un de nos principaux employeurs.

[Traduction]

C'est aussi assurément un secteur qui a été très durement touché par la pandémie. Nous sommes certainement conscients du fait que, à ISDE, il doit y avoir des mesures de soutien continues. Je suis heureux de signaler que les entreprises dans le secteur ont eu accès à tout l'éventail des mesures de financement que le gouvernement a mis à leur disposition, mais du point de vue sectoriel, nous avons une organisation, Destination Canada, qui fait partie de notre portefeuille, qui étudie de près certaines des difficultés. Elle a joué un rôle dans la fourniture de conseils stratégiques à nos représentants et à notre ministre en ce qui concerne le fait de disposer d'une stratégie plus élaborée pour le secteur touristique tandis que nous entamons la reprise économique.

Le président : Je remercie les témoins. Merci de nous avoir fait part de vos commentaires et d'avoir répondu aux questions. C'était très enrichissant.

Honorables sénateurs, cela met fin à la dernière réunion d'aujourd'hui. Notre prochaine réunion est prévue pour le mardi 1^{er} décembre, à 12 h 30, heure de l'Est, lorsque nous recevrons comme témoin le ministre Jean-Yves Duclos, président du Conseil du Trésor.

(La séance est levée.)
